

**80^E ANNIVERSAIRE
DU DÉBARQUEMENT
LIBÉRATEUR DE
NORMANDIE**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1393-1394-1395-2^e trimestre 2024

LE DEBARQUEMENT ET L'INSURRECTION NATIONALE



Les cinq plages du Débarquement ; de Gaulle à Bayeux, le 14 juin. Dans toute la France, la Résistance se lève et s'arme...

En août 1943, avait été prise, lors de la conférence interalliée tenue à Québec entre Roosevelt, Churchill et le premier ministre canadien, la décision, envisagée dès la Conférence alliée de Casablanca en janvier précédent, d'effectuer en France le Débarquement ouvrant le second front à l'Ouest, sollicité avec insistance par Staline parallèlement à l'offensive de l'Armée rouge à l'Est, qui a à y faire face à l'essentiel des forces militaires nazies.

Et c'est à la conférence de Téhéran, tenue du 28 novembre au 1^{er} décembre 1943 par Staline, Eisenhower et Churchill que sont confirmés le lieu du Débarquement, la Normandie, et sa date, mai-juin 1944.

Le 6 décembre 1943, c'est le général américain Dwight David Eisenhower qui est nommé «Supreme Commander Allied Expeditionary Force», ainsi placé à la tête du SHAEF, état-major suprême interallié installé en Grande-Bretagne, qui va travailler à concrétiser le plan de l'«Opération Overlord». Le général britannique Bernard Montgomery est nommé commandant des forces terrestres débarquées qui forment le 21^e groupe d'armées.

Les besoins en matériels, en navires et

barges de débarquement, l'entraînement des troupes et... les conditions météorologiques vont amener à décaler de mai à juin le débarquement, à fixer une date – le 2 juin – qui sera aussi décalée au 6 juin au matin.

De fait, les opérations débuteront dans la nuit du 5 au 6 juin. Ainsi, c'est l'«Opération Tonga» : des planeurs partis le 5 juin entre 22h50 et 23h30 d'Angleterre déposeront des commandos à minuit passé sur la côte normande, la compagnie D se posera à 0h16 à moins de 50 m de Pegasus Bridge, sur le canal de Caen à la mer, à Bénouville, un autre planeur fera de même à 0h17 au pont de Ranville proche.

Le bombardement aérien des défenses allemandes commença à environ 3h du matin, plus de 3000 bombardiers alliés largueront 12000 tonnes de bombes... Le bombardement naval suivit et le débarquement de troupes s'échelonna selon les plages de 6h30 (Utah Beach et Omaha Beach) à 7h55 (Juno Beach); Gold Beach: 7h25, Sword Beach: 7h30...

Parmi les troupes débarquées sur Sword beach, les 177 combattants français du «com-

mando Kieffer», intégrés à la 1^{re} Special service brigade britannique.

La proximité puis l'imminence du Débarquement avait été annoncée à des responsables de la Résistance française par un message codé, des vers de Verlaine découpés en deux parties: la première, «Les sanglots longs des violons de l'automne...», avait été diffusée par la BBC le 1^{er} juin au soir, à 21h30 (heure anglaise), la seconde, «... bercent mon cœur d'une langueur monotone», le fut le 5 juin au soir, toujours par la BBC à 22h.

Ces deux messages vont mettre en mouvement des groupes de Résistants contre des objectifs prédéterminés parfois depuis plusieurs mois: infrastructures routières et ferroviaires, lignes électriques et téléphoniques, stocks de carburant, entrepôts divers... Et ce, en affectant ses moyens de communication et de déplacement, afin de diminuer et entraver la réaction contre-offensive de l'Occupant face aux forces Alliées débarquées. 950 sabotages ferroviaires eurent lieu dans la matinée du 6 juin...

(Voir pages 6 à 12)



LA FLAMME ET LA RESISTANCE

En prologue de l'ouverture de la XXXII^e Olympiade de l'ère moderne, la flamme olympique, partie le 16 avril d'Olympie en Grèce, a effectué un parcours à travers les diverses régions de France métropolitaine et d'Outre-mer afin de rejoindre Paris.

Le 22 juin, à son entrée dans la Loire, elle a été portée à Saint-Etienne par **Mélanie Berger-Volle**, âgée de 102 ans (ci-contre, accompagnée de sa petite-fille Emilie, gymnaste aux J.O. de 1996).

«Méla», née en Autriche en 1921, militante d'organisations révolutionnaires, dut fuir son pays en 1938 après son Anschluss par le Reich nazi, elle gagna la France au printemps 1939. L'Occupation venue après juin 1940, elle prit part, sous le pseudonyme d'Anna, à la propagande antinazie auprès des soldats allemands. Elle fut arrêtée en 1942 par la Police française, condamnée à 15 ans de travaux forcés, et s'évada en novembre 1943, reprenant une action clandestine...

Après-guerre, ayant acquis en 1947 la nationalité française après un premier mariage, dissous en 1958, elle rencontra à Vienne un Résistant français de Haute-Loire, représentant l'ANACR à la F.I.R., Lucien Volle, qu'elle épousa en 1965 et qui fut vice-président national de l'ANACR.

Membre du Conseil national de l'ANACR, Méla est Chevalier des Palmes académiques, de l'Ordre National du Mérite et de la Légion d'Honneur, elle est Médaillée d'Or de la République autrichienne pour faits de Résistance.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

P. 2 : Communiqué

P. 3 : Editorial

P. 4 à 10 : La Bataille de France

P. 11 : Alfred Nakache

P. 12 à 14 : Les Olympiades populaires

P. 15 à 21 : «Le Bataillon Foch» et le SNP

P. 22 : Nos deuils

P. 23 : Avis de recherche

P. 24 : Les Livres

SE MOBILISER POUR DEFENDRE LA DEMOCRATIE

Les Français ont voté le 9 juin pour les élections européennes, et ont accordé 31,4% des voix à la liste du «Rassemblement national», ainsi que 5,5% à celle de «Reconquête», auxquelles on peut encore ajouter 2 à 3% réparties sur 3 à 4 autres listes, dont celle des «Patriotes» (1%) ; soit près de 40% pour l'extrême-droite..., en France, la Patrie des Droits de l'homme !

Ces élections étaient européennes, simultanées dans 27 pays. A l'issue de ce dernier scrutin, dans une majorité des vingt-sept pays de l'Union européenne, les scores *cumulés* des formations de l'extrême-droite ont atteint ou dépassé les 15% des suffrages : en Estonie (15%), Allemagne (15,9%), Grèce (16,7%), Roumanie (19,9%), Slovaquie (20,8%), Pays-Bas (21,1%), Lettonie (22%), Autriche (25,4%), Belgique (28,5%) ; dans cinq - Italie (37,8%), %, France (40%), République Tchèque (42,2%), Pologne (48%), Hongrie (51,4%) - ils ont franchi la barre des 30%.

Des différences peuvent exister entre les diverses formations de l'extrême-droite des Pays de l'Union européenne, liées à des stratégies différenciées de «dédiabolisation», de «normalisation», visant à masquer les fondamentaux de leurs options politiques. Mais, ils ont des marqueurs communs, dont le plus évident est une profonde xénophobie, essentiellement à l'encontre des étrangers immigrés venant des pays africains, maghrébins, proche et moyen-orientaux, asiatiques, il y a aussi l'exigence de politiques ultra-sécuritaires liberticides, de contrôle étroit par le pouvoir de l'information et de la Justice, des complaisances pour ne pas dire complicités avec les dictatures fascistoïdes, attentatoires aux droits de l'homme, emprisonnant ou assassinant les opposants, menant des agressions expansionnistes ou en menaçant, commettant des crimes de guerre, agitant des menaces nucléaires..., et, pour la plupart, la tenue de discours révisionnistes quant à l'Histoire, relativisant voire réhabilitant plus ou moins explicitement les régimes fascistes et collaborateurs des années 1930 à 1945. Nombre de ces formations plongeant de plus leurs racines dans les partis fascistes, néo-nazis de ces régimes.

Tel est le cas en France du «Front National», porté sur ses fonts baptismaux, aux côtés de Jean-Marie Le Pen, par des anciens Waffen-SS, par un ancien secrétaire général d'un Parti collaborateur, le PPF de Doriot, par des anciens de l'OAS, ce que le changement de son nom en «Rassemblement National» (RN) ne saurait faire oublier ; d'autant moins que sa présidente, Marine Le Pen, si elle a, par opportunisme électoral, lissé son image et son langage sur le plan médiatique en France, n'a pas hésité à s'afficher lors de ses déplacements hors des frontières nationales avec des personnages d'extrême-droite réhabilitant des anciens collaborateurs du nazisme, à aller valser à Vienne en Autriche dans des bals d'étudiants néo-nazis. Et, si les gros bras et crânes rasés se font discrets dans les rassemblements publics du RN, les radicaux d'extrême-droite, notamment «identitaires», sont très présents dans l'entourage des dirigeants du R.N...

Aussi sinon plus inquiétante est la diffusion des idées d'extrême-droite – notamment en matière de politiques migratoire et sécuritaire – au-delà même des partis qui sont clairement identifiés à cette mouvance ; ce qui estompe la frontière qui les sépara depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale d'avec la droite dite «républicaine». Ce que viennent d'illustrer dans notre pays, au lendemain des élections européennes, les déclarations d'Eric Ciotti, président du Parti LR, appelant à une alliance et à des candidatures communes entre LR et le RN, ainsi que de François-Xavier Bellamy, le chef de file des candidats LR aux récentes élections européennes et qui annonce que si, lors des prochaines législatives, il devait, au 2^e tour, avoir à choisir entre un candidat «Front populaire» et un candidat «Rassemblement National», il choisirait... le second ! Ce qui, à près de 90 ans de distance, n'est pas sans rappeler le mot d'ordre en France de l'extrême-droite à la fin des années trente : «*Plutôt Hitler que le Front populaire*»... : l'on a pu, hélas, mesurer peu après la portée historique d'une telle démarche !

La progression des scores de l'extrême-droite en Europe, en France est la conséquence de la crise sociale, politique et morale qui affecte nos sociétés, découlant pour une large part des choix faits par les différentes forces politiques, économiques et sociales, et de leur audience respective acquise dans les électorats nationaux. Ce qui devrait les conduire à s'interroger sur la poursuite de ces choix, en leur suggérant de se référer, non seulement dans les mots mais dans les actes, aux valeurs et préconisations du Programme du Conseil National de la Résistance, dont nombre restent d'actualité.

Cette progression est aussi la conséquence d'une méconnaissance ayant, les années s'écoulant depuis huit décennies, grandi dans des couches de plus en plus nombreuses de la population, de ce qu'a été et est la nature du fascisme, de la réalité de ce qu'il fut au pouvoir : une réalité attentatoire aux libertés démocratiques, criminelle, porteuse de guerres comme celles qu'ont connu la France, l'Europe et le monde avec la Seconde Guerre mondiale et les conflits qui en furent les précurseurs. Un fascisme qui, à la faveur de la défaite de la France en 1940, soumit notre pays à une dictature obscurantiste, répressive, criminelle, collaborant avec les occupants nazis à la répression contre les démocrates, les patriotes et aux persécutions antisémites, qui conduisit aux camps de concentration et d'extermination.

Transmettre la mémoire de cette réalité et du combat des antifascistes, des Résistant(e)s qui s'y opposèrent, est le combat que s'assigne l'ANACR, dont le contexte actuel, né notamment du résultat des élections européennes, montre la pertinence et l'importance de son renforcement.

Quant à dire aujourd'hui, comme nombre de gens des couches populaires, parce que déçus par les partis politiques au pouvoir ces dernières années, qui ne leur ont pas amené le mieux-vivre auquel légitimement ils aspiraient, et qui s'est même dégradé, pourquoi ne pas «essayer» le RN qui n'a jamais participé au pouvoir ? Quant à penser, comme dans certains milieux dirigeants, politiques et socioéconomiques, que les dirigeants du RN arrivés au pouvoir, confrontés aux réalités, deviendront «raisonnables»... ! Rappelons aux uns et aux autres que, dans l'Allemagne des années trente, certains, tant dans les couches populaires que dans les milieux dirigeants, firent ce double pari. On en connaît la tragique suite...

En 2002, alors qu'avec un score de 16,86% Jean-Marie Le Pen avait été qualifié pour le second tour de l'élection présidentielle, les «Ami(e)s de la Résistance (ANACR)», précisant qu'ils «*s'assignent pour mission de perpétuer le souvenir du rôle joué par la Résistance dans la libération de la France et pour y restaurer la démocratie, ainsi que de poursuivre son combat pour les valeurs humanistes, démocratiques et nationales qui l'inspirèrent, [et qu'ils] n'ont pas vocation à intervenir dans les débats électoraux et encore moins à donner des consignes de vote*», soulignèrent cependant que ce score de Le Pen créait alors «*une situation grave, qui appelle la mobilisation et le rassemblement de tous ceux qui refusent le racisme, la xénophobie et les menaces contre la démocratie*».

Plus de vingt ans après, les résultats de la récente élection européenne, ouvrant la possibilité de l'arrivée au pouvoir en France de l'extrême-droite, créent une situation encore plus grave, et l'ANACR, avec la volonté de poursuivre le combat des Résistant(e)s qui l'ont fondée, appelle tous les démocrates, les républicains, les antifascistes à se mobiliser pour défendre la démocratie ; et à avoir cette préoccupation comme premier souci lors de leurs votes les 30 juin et 7 juillet prochains.

L'ANACR

(Communiqué publié le 16 juin 2024)

L'HISTOIRE... ET LES LECONS DE L'HISTOIRE

La capitulation de la 6^e armée allemande à Stalingrad le 2 février 1943 et le Débarquement allié sur les côtes de France en Normandie le 6 juin 1944 ont été les deux tournants majeurs dans l'affrontement armé qui opposa six années durant, de 1939 à 1945, la coalition alliée au camp du fascisme et du nazisme, qui fut vaincu en 1945 tant en Europe qu'en Asie orientale.

La victoire finale sur le fascisme – militairement agresseur en Europe dès 1939, le Reich nazi envahissant la Tchécoslovaquie puis la Pologne, en Asie dès 1935, quand le Japon occupa la Mandchourie chinoise, et même en Afrique quand en 1936 l'Italie s'empara de l'Éthiopie – victoire probable dès 1943 et évidente à terme en 1944, ne fut pas pour autant aisée : il fallut surmonter bien des obstacles. En premier lieu politiques, car la réaction des démocraties face aux fascismes expansionnistes fut longue à être décidée et mise en œuvre, à se coordonner, les opinions publiques, naturellement traumatisées par le bilan tragique de la Première Guerre mondiale – 9 millions de morts et disparus (1,4 million pour la France), plus de 21 millions de blessés (4 millions en France) – aspirant à préserver la Paix à tout prix ; c'est-à-dire sans avoir pleinement conscience des implications des choix faits quant aux réponses ou non-réponses aux agressions fascistes et, évidemment, de leur coût futur au regard de l'Histoire.

C'est ainsi que l'annexion (l'«Anschluss») de l'Autriche par le Reich nazi en mars 1938, interdite par les Traités de Paix de 1919, venant après sa remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936, en violation des Traités de Versailles (1919) et Locarno (1925) qui l'excluaient, n'entraîna aucune réaction majeure des démocraties ni de la «Société des Nations», la SDN ancêtre de l'ONU, en dehors de condamnations aussi «vigoureuses» qu'inoportantes. Et en octobre 1938, ce fut la Conférence de Munich, lors de laquelle la France et la Grande-Bretagne capitulèrent face à Hitler en lui abandonnant les Sudètes tchécoslovaques «pour sauver la Paix», ce qui ne fit que préfigurer la destruction par le dictateur nazi de la Tchécoslovaquie en mars 1939, laquelle entraîna des... protestations «énergiques» de la part de la France et de la Grande-Bretagne ; qui ne dissuadèrent pas le Führer de déclencher le 1^{er} septembre 1939 son agression contre la Pologne, détonateur de la Seconde Guerre mondiale. Et, pour ce qui concerna les deux acolytes principaux de l'Allemagne hitlérienne, l'Italie mussolinienne et le Japon militarofasciste, leurs condamnations – elles aussi «vigoureuses» – par la SDN, et les sanctions économiques afférentes les accompagnant, ne les empêchèrent en rien de poursuivre leurs prédatations à l'encontre de la Chine en 1937 ou de l'Albanie en avril 1939.

C'est la conjonction de la lutte des peuples, tant en Europe qu'en Asie, mobilisés par les Résistances antifascistes, avec la force militaire des Armées alliées qui permit de vaincre les fascismes, de libérer les territoires qu'ils avaient occupés et même annexés, les peuples qu'ils avaient asservis. Cette conjonction ne fut pas d'emblée simple à réaliser : Roosevelt dut surmonter le puissant courant isolationniste existant dans son pays, mêlant milieux d'affaires intéressés au maintien du commerce avec l'Allemagne, sympathisants plus ou moins avoués de son régime et pacifistes sous-estimant le danger mortel qu'elle représentait. Churchill dut de même combattre dans son pays les tenants de la politique d'«apaisement» face à Hitler, ce qui se traduisit avant-guerre par les «Accords de Munich» et la politique britannique de non-intervention en Espagne face à Franco, et ce qui fut encore sensible dans une partie des milieux dirigeants anglais, quand Hitler, au lendemain de sa victoire à l'Ouest en mai-juin 1940, fit le 19 juillet suivant au Reichstag une proposition de... «Paix» ; sans évidemment parler d'évacuation des territoires occupés par la Wehrmacht en France, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Norvège, au Danemark, aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg...

Heureusement, Churchill ne tomba pas dans le piège d'une «paix» qui n'aurait que permis à Hitler de pérenniser ses conquêtes et de préparer dans de meilleures conditions de nouvelles agressions, déjà programmées à terme dans les Balkans, contre l'Union Soviétique... Heureusement Roosevelt, avant même que les États-Unis entrent en guerre fin 1941, après l'agression japonaise à Pearl Harbour, fit en sorte que son pays fournisse à la Grande-Bretagne les équipements militaires ainsi que les denrées alimentaires lui permettant de poursuivre la guerre contre l'agression nazie que seconda l'Italie fasciste. Comme ils le feront à partir de juillet 1941, en fournissant à l'URSS, dont les forces armées et le potentiel industriel de ses territoires occidentaux avaient été initialement matraqués par l'agression nazie du 21 juin 1941, les armements et les équipements contribuant à lui permettre de résister à l'offensive allemande de l'«Opération Barbarossa», et d'avoir ainsi le temps nécessaire pour restructurer ses forces armées mises à mal, pour remonter dans l'Oural ses usines y ayant été évacuées ; ce dont Staline se dira reconnaissant lors de la conférence alliée de Téhéran fin 1943.

C'est ce choix de poursuivre, sans concessions aux agresseurs, le combat contre les régimes fascistes, et de fournir aux victimes de leurs agressions les moyens nécessaires, en premier lieu militaires, pour y résister, qui permit, début 1943, la victoire de Stalingrad, en 1944 les débarquements alliés de Normandie et de Provence dont nous célébrons cette année les 80^{es} anniversaires, et en 1945 la Victoire du 8 mai à Berlin.

Pierre MARTIN, Anne-Marie MONTAUDON

«D-DAY», «C'EST LA BATAILLE DE FRANCE, ET C'EST LA BATAILLE DE LA FRANCE...»

Dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, près de 3 500 planeurs de transport, 3 000 bombardiers, accompagnés de 5 000 chasseurs d'escorte et d'attaque, s'envolant des aéroports britanniques, prennent la direction de la France.

7 000 bateaux alliés (137 grands navires de guerre, dont sept cuirassés, une vingtaine de croiseurs, 221 destroyers, frégates et corvettes, accompagnés de plus de 700 navires de soutien et de plusieurs centaines de cargos et bâtiments divers, quittent les ports anglais, avec à leur bord plus de 156 000 hommes. Ce sont principalement des Américains, des Britanniques et des Canadiens, mais aussi des Polonais, des Belges, des Norvégiens, et des... «Français Libres» embarqués sur des unités des «Forces

Navales Françaises Libres» (FNFL). Cette puissante armada se dirige vers les côtes françaises de Normandie, subdivisées entre la base du Cotentin et l'embouchure de la Seine en plages de débarquement : *Utah Beach, Omaha Beach, Gold Beach, Juno Beach et Sword Beach...*

D'autres «Français libres» – des «Forces Aériennes Françaises Libres» (FAFL) – vont être présents dans les airs, ils effectueront des missions d'appui au sol et de bombardement.

Et cette même nuit du 5 au 6 juin, des commandos de «Français Libres» ont débarqué vers le site de Pégasus Bridge, ou sont allés rejoindre divers sites de maquis en Bretagne...

Tenu à l'écart de la préparation concrète du Débarquement allié en France qui s'annonce, et notamment de la fixation de sa date précise, essentiellement du fait d'une prévention à son égard du président américain Roosevelt, qui envisageait la mise en place d'une administration militaire alliée de la France libérée, le général de Gaulle, alors à Alger, transforme le 3 juin 1944 le «Comité Français de Libération Nationale» (CFLN) en «Gouvernement Provisoire de la Résistance Française» (GPRF), pour affirmer auprès des Alliés la permanence de l'existence étatique de la France.

Invité par Churchill à rejoindre Londres, de Gaulle va y arriver le 4 juin. Il y rencontrera Churchill puis Eisenhower, leur exprimant son refus catégorique de toute idée d'administration provisoire de la France par les Alliés. Informé *in fine* du début de l'Opération Overlord, il obtiendra, non sans mal, d'avoir la possibilité de s'adresser aux Français sur les ondes de la BBC, le 6 juin à 18 heures.

«La Bataille suprême est engagée ! Après tant de combats, de fureurs, de douleurs, voici venu le choc décisif, le choc tant espéré. Bien entendu, c'est la bataille de France et c'est la bataille de la France !

«Cette bataille, la France va la mener avec fureur. Elle va la mener en bon ordre (...), l'action menée par nous sur les arrières de l'ennemi [doit être] conjuguée aussi étroitement que possible avec celle que mènent de front les armées alliées et françaises. Or, tout le monde doit prévoir que l'action des armées sera dure et sera longue. C'est dire que l'action des forces de la Résistance doit durer pour aller s'amplifiant jusqu'au moment de la déroute allemande...».

Les «forces de la Résistance» qui

vont être associées au combat libérateur, ce sont celles issues de la France Libre¹, les «Forces Navales Françaises Libres» (FNFL), les «Forces Aériennes Française Libres» (FAFL), les unités de Commandos français, pour une part prépositionnées depuis 1940 en Grande-Bretagne.

Ce seront aussi les Forces de la Résistance Intérieure française, unifiées politiquement depuis le 27 mai 1943 au sein du «Conseil National de la Résistance» (CNR) et coordonnées militairement depuis le 1^{er} février 1944 au sein des «Forces Françaises de l'Intérieur» (F.F.I.) qui, dès les prémices et les premières heures du Débarquement, vont être sollicitées d'y apporter leur précieux concours.

LES FORCES NAVALES FRANÇAISES LIBRES (FNFL)

Les «Forces navales françaises libres» (FNFL) ont été créées le 1^{er} juillet 1940, le général de Gaulle ayant donné la mission de cette création à l'amiral Muselier.

Leurs premiers bâtiments furent quelques navires français alors au mouillage en Angleterre, elles s'étoffèrent par la suite avec d'autres unités qui les rejoignirent, notamment au fil des ans, telles celles immobilisées en Égypte, stationnées aux Antilles, en Afrique du nord, échappées fin 1942 de Toulon lors de l'invasion de la zone Sud par la Wehrmacht.

Ainsi, en août 1943, la flotte de guerre «Française libre» comptera 65 navires servis par 7 500 marins. En avril 1942, le contre-amiral Philippe Aubyneau avait été placé à la tête des FNFL, le 3 août 1943, le contre-amiral Thierry d'Argenlieu lui succéda.

Le 6 juin 1944, placée sous l'autorité du contre-amiral Robert Jaujard,

une flottille des FNFL va participer lors du «D-Day» aux opérations d'escorte de convois maritimes, de pilonnage des défenses allemandes côtières et d'appui aux forces débarquées sur la côte normande.

Ce seront à «Omaha Beach», en face de Port-en-Bessin, les croiseurs légers *Georges-Leygues*² et *Montcalm*³, avec leur ravitailleur de 10 000 t., le croiseur *Duquesne*, qui bombardent les positions côtières, notamment la batterie allemande de Longues-sur-Mer.

Participe aussi aux opérations du 6 juin à «Juno Beach» le destroyer (torpilleur) *La Combattante*⁴, servi par 168 officiers et hommes d'équipage, qui apporte aux troupes de la 3^e D.I. canadienne débarquant à Courseulles un appui feu, détruisant plusieurs batteries, avant d'escorter des convois entre les côtes anglaises et normandes.



La frégate FNFL «La Combattante»

C'est sur *La Combattante* que, le 13 juin, dans le port anglais de Portsmouth, le général de Gaulle embar-

² Croiseur de 9 120 tonnes, servi par 764 marins. Il reste dans la baie de Seine jusqu'au 10 juin, puis il partira en Méditerranée et participera au débarquement de Provence le 15 août, jusqu'en 1945, il mènera des opérations de bombardement sur des positions côtières allemandes et fascistes dans le Golfe de Gènes.

³ Comme le *Georges-Leygues*, le *Montcalm*, croiseur de 8 330 tonnes servi par 509 marins, partira en Méditerranée et participera en août au Débarquement de Provence, à la prise de Toulon. De septembre 1944 à mars 1945, il sera en appui-feu de la 7^e Armée américaine progressant en Italie du Nord.

⁴ *La Combattante* restera dans la zone de combat normande jusqu'en août 1945. Le 23 février 1945, le navire, en patrouille sur la côte est de l'Angleterre, sautera sur une mine sous-marine et coulera avec 68 des 185 marins de l'équipage.

¹ Devenue le 13 juillet 1942 la «France combattante». Après la libération de l'Afrique du Nord suite au débarquement allié en novembre 1942, les F.F.L. fusionneront

en août 1943 avec l'Armée d'Afrique dans «L'Armée de la Libération», dont des unités participeront à la Campagne d'Italie, à la libération de la Corse, et au Débarquement en Provence le 15 août 1944.

quera, accompagné notamment des généraux Béthouart et Koenig, de l'amiral d'Argenlieu, de Gaston Pawlewski, Pierre Billotte, Geffroy de Courcel, Claude Hettier de Boislambert et de... 250 millions de francs destinés à contrer la mise en service de billets de banque imprimés par les Américains.

Le 14 juin, de Gaulle débarquera de *La Combattante* sur une plage entre Courseulles et Graye-sur-Mer, rencontrant de 14h15 à 15h à Creully le général Montgomery, avant de gagner Bayeux, où il prononcera un discours resté dans l'Histoire, puis Isigny et Grand-Camp. Le soir même, il repartira en Angleterre.

D'autres unités FNFL seront engagées, telles à «Omaha Beach» les frégates *Aventure* et *Escarmouche*, à «Utah Beach» les corvettes *Aconit*, *Renoncule* et *Roselys*, à «Juno Beach» la frégate *Découverte* et la corvette *d'Estienne d'Orves*, à «Gold Beach» la frégate *Surprise* et, entre Port-en-Bessin et Courseulles, les chasseurs de sous-marins *Audierne*, *Dielette* et *Paimpol*.

Sans oublier, utilisés pour former des brise-lames, le patrouilleur auxiliaire *Forbin*, sabordé devant Arromanches, et le cuirassé *Courbet*, dont la tourelle de DCA restera active, sabordé devant *Sword Beach*.

LES FORCES AERIENNES FRANÇAISES LIBRES (FAFL)

L'amiral Muselier étant provisoirement placé à leur tête, les «Forces Aériennes Françaises Libres» (FAFL), sont créées le 8 juillet 1940, avec près de 200 aviateurs ayant rejoint, avec ou sans leurs appareils, la Grande-Bretagne entre le 15 et le 30 juin (ils seront environ 300 à la fin 1940).

Certains, après avoir suivi un stage d'adaptation au matériel britannique, à la *French-Belgian School* d'Odiham, dans le Hampshire, participèrent à partir de septembre 1940 à la «Bataille d'Angleterre», dans des *squadrons* de chasse de la «Royal Air Force» (R.A.F.).

Les F.A.F.L. vont être dotées de 24 *Westland Lysanders*, portant sur les ailes et le fuselage un insigne à la «Croix de Lorraine», et seront bientôt engagées en Afrique.

Le «détachement permanent des Forces aériennes au Tchad», créé avant-guerre et stationné à Fort-Lamy, ralliera en 1940 la «France Libre» avec ses 7 *Potez*. En mars 1941, il apportera son appui à la «colonne Leclerc», partie du Tchad, dans la prise de Koufra et participera à la bataille du Fezzan.

Il deviendra le 1^{er} janvier 1942 le «Groupe Bretagne», à deux escadrilles, «Nantes» et «Rennes».

Fort-Lamy ayant été bombardée par un appareil allemand, le groupe «Bretagne», pour diminuer les risques, se répartira sur deux sites ; l'escadrille «Rennes» se basant à Moussoro⁶ et la «Nantes» à Fort-Archambault.

D'autres pilotes français seront dirigés vers l'Égypte, d'où ils participeront en 1941, face à l'attaque italo-allemande, à la défense de la Grèce, à la bataille de la Crète, puis à la Campagne de Syrie, alors sous contrôle pétainiste. Et à celle de Libye en avril 1941, y prenant, à Tobrouk, le nom d'«Escadrille Française de Chasse n°1».

Le 6 juillet 1941 au Caire, le général de Gaulle nomme chef des FAFL le colonel Martial Valin, qui devient en août général de brigade aérienne. Après le débarquement allié («Opération Torch») du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord, les F.A.F.L. fusionneront le 1^{er} août 1943 avec les forces aériennes de l'Armée d'Afrique, passées sous le commandement de Giraud, dans les «Forces Aériennes Françaises».

Des unités de ces «Forces Aériennes Françaises», organisées en plusieurs groupes – de bombardement : «Guyenne» et «Lorraine», de chasse : «Berry», «Ile-de-France», «Cigognes», «Alsace» vont être positionnées en Angleterre début 1944 dans le cadre de la préparation de l'Opération *Overlord*, elles vont être engagées dans les opérations du Débarquement du 6 juin.

Ainsi, le groupe «Lorraine» (alias le «squadron 342» de la R.A.F.) va avoir pour mission (*operation Screen Smoke*) d'étendre le long de la côte est du Cotentin, entre la Pointe de Barfleur et l'embouchure de la Vire, un écran de fumée afin de dissimuler l'ampleur de la flotte d'invasion alliée : le 6 juin à partir de 6h, toutes les dix minutes, ses dix bimoteurs *Boston III* se relayèrent pour maintenir l'écran de fumée que le vent dispersait.

Ce 6 juin 1944, six autres groupes français d'aviation participent à «Overlord» : trois de chasse, équipés de «*Spitfires*» («Ile-de-France», «Alsace» et «Cigognes»^{**}), deux de bombardement lourd, équipés de quadrimoteurs *Halifax* («Tunisie» et «Guyenne»), un – «Berry» – de bombardement léger, équipé de bimoteurs *Boston*, comme le «Lorraine».

⁶ Un «Groupe de Chasse n° 3» (GC 3), constitué de pilotes et de mécaniciens des FAFL, tous volontaires, va être envoyé sur le front Est, ses premiers éléments arrivant en Russie le 29 novembre 1942. Prenant le nom de «Normandie», il combattra dans le cadre de l'aviation soviétique, et Staline lui attribuera, le 28 novembre 1944, le nom de Niémen, devenant ainsi l'escadrille «Normandie-Niémen».

Le 6 juin, le groupe «Alsace» est en soutien des troupes au sol lors du Débarquement puis, durant toute la bataille de Normandie effectuera des missions de destruction sur les positions de la Flak et sur les bases de lancement de V1.

Au total, 227 aviateurs français, à bord de 135 appareils, auront effectué 217 sorties de chasseurs et 23 missions de bombardement lors du débarquement du 6 juin.

Le 12 juin, les pilotes français atterriront pour la première fois sur le sol français et s'installeront à proximité de Bayeux.

COMMANDO KIEFFER

C'est sous cette appellation de «Commando Kieffer» qu'est connu,



Commandant Kieffer

initialement formé le 12 novembre 1942 comme «1^{re} compagnie de fusiliers marins commandos», le «1^{er} bataillon de fusiliers-marins commandos» (1^{er} BFMC), après avoir été ainsi renommé le 8 octobre 1943 avec des effectifs renforcés.

Le 19 janvier 1942, l'état-major des FNFL avait confié à l'enseigne de vaisseau Philippe Kieffer le commandement d'une compagnie d'instruction d'une vingtaine de fusiliers-marins ; début juillet 1942, l'effectif croitra à 54, formant la *French Fighting Troop*.

Dès le 19 août 1942, 15 d'entre eux, sous le commandement de Francis Vourch, connaîtront l'épreuve du feu en participant à l'Opération *Jubilee* – la tentative, avortée, de débarquement allié à Dieppe – durant laquelle tombera le sergent Serge Moutaillier.

Début juin 1943, le 2^e bataillon de fusiliers-marins des FFL, dissous au Levant (Syrie-Liban) le 12 mars précédent, arrive en Angleterre ; ce qui, avec de récents évadés de France, va permettre de former deux «troops», (troupes) : la n°1, avec 83 fusiliers,

⁵ Auxquels il faut joindre au Proche-Orient une centaine d'autres, évadés des territoires sous mandat français pour la S.D.N. de Syrie et du Liban.

ÉMILE BOUETARD



S.A.S. TOMBÉ LE 6 JUIN 1944, À 0h40

Premier Français et l'un des trois premiers combattants alliés tombés dans le cadre de l'«Opération Overlord», Émile Bouétard, était né le 4 septembre 1915 à Pleudihen-sur-Rance, dans les Côtes-du-Nord, (actuelles Côtes-d'Armor) dans une famille d'agriculteurs ayant sept enfants.

À l'âge de 13 ans, après quelques mois de travail dans une ferme, il s'engagea dans la marine marchande et, à partir de juin 1934, embarquera comme matelot sur un bateau de la «Compagnie Générale Transatlantique». Appelé en septembre 1935 au service militaire, il rejoindra la Marine nationale, y restant 30 mois sur le torpilleur *Frondeur* puis le contre-torpilleur *Vauban*.

Démobilisé en mars 1938 et après avoir repris sa navigation au long cours, il sera à la déclaration de guerre à nouveau mobilisé dans la Marine nationale, et embarqué à Brest en décembre 1939 sur le pétrolier *Garonne* jusqu'en mars 1940, avant d'être envoyé à la base navale française de Beyrouth.

De retour en France après l'armistice de juin 1940, il est démobilisé en septembre. Début janvier 1942, depuis Marseille et via le Maroc, où il embarque sur le cargo mixte *«Ile-de-Ré»* et gagne les États-Unis, d'où il poursuivra jusqu'en Grande-Bretagne, où il arrivera le 23 janvier 1943. Deux jours plus tard, il s'engagera dans les FAFL, dans l'«Infanterie de l'Air».

Après un entraînement, en Ecosse et à la «Parachute Training School» de Ringway près de Manchester, il est breveté parachutiste à la mi-mai 1943. Puis il suivra un stage de commando.

Intégré avec les «Bataillons de l'Air» français aux SAS des troupes aéroportées britanniques, il va participer à un stick (code *Pierre 7*) parachuté en Bretagne dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, afin de prendre contact avec la Résistance pour préparer l'arrivée des renforts du «Jour J».

Peu après avoir touché le sol près de Plumelec (Morbihan), son groupe est attaqué par des supplétifs *ostruppen* de la Wehrmacht ; l'un d'eux (Russe, Géorgien ou Ukrainien) lui tire une rafale dans la tête, alors qu'il est blessé. Il est entre 0 h 40 et 1h30.

⁷ Deux parachutistes SAS britanniques, le lieutenant Herbert Denham Brothenidge et le lance corporal Fred Greenhalgh, engagés dans le combat pour le contrôle de Pegasus Bridge (pont de Bénouville) sur le canal de Caen à la mer à l'Est de Caen, tomberont entre 0h16 et 0h30. Ils seraient, dans ce cas, les deux premiers alliés tués le Jour J.

sous le commandement de Philippe Kieffer, et la n°8 (81 fusiliers) sous celui du capitaine Charles Trépel ; toutes deux intégrées au «Commando n° 10 interallié», sous commandement britannique.

Deux douzaines de commandos français des deux «troupes» vont participer du 23 au 28 décembre 1943 à cinq opérations «*Hardtack*» sur les côtes françaises et des îles anglo-normandes de Sark et Jersey. Et, dans la nuit du 27 au 28 février, Charles Trépel, accompagné de cinq autres commandos français, dirigera un raid («*Opération Premium*») sur les côtes hollandaises, dont aucun hélas ne reviendra. Au total, 10 commandos français tomberont lors de ces opérations «*Hardtack*».

Au printemps 1944, le 1^{er} BFMC compte 186 commandos, la «*Troop 1*» est commandée par Guy Vourc'h, la «*Troop 8*» par Alexandre Lofi, qui a remplacé Charles Trépel, et une nouvelle «troupe», de mitrailleuses lourdes, la «*K'Gun*», est formée avec à sa tête Pierre Amaury.

L'OPÉRATION OVERLORD

Le 6 juin 1944, entre 7h31 et 7h45, 177 commandos français des deux «Troupes», embarqués la veille à 17 h sur deux «*Landing Craft Infantry*» (LCI), sont débarqués à La Brèche, à l'ouest de Riva Bella (Quistreham), dans le secteur de *Sword Beach*. Les Français, les premiers sur le rivage, sont suivis par les Britanniques du commando n°4 de la *1st Special Service Brigade*, commandés par Lord Lovat et appuyés par des chars *Centaur*.

Dans la matinée, éprouvés par la mort – notamment du médecin Robert Lion – et les blessures de plusieurs des leurs – dont Kieffer – durant de durs combats, les commandos français vont réduire plusieurs points d'appui fortifiés allemands, dont le «Casino de Riva Bella».

En début d'après-midi, Français et Anglais vont, à travers Colleville et Saint-Aubin – d'Arquenay, et sous le feu des tireurs d'élite allemands, rejoindre à 16h Bénouville et son pont sur le canal de l'Orne – devenu célèbre sous le nom de *Pegasus Bridge* – qui sera franchi par petits groupes se dissimulant par des grenades fumigènes. La jonction se fit vers 13h avec des éléments de la brigade de Lord Lovat et vers 16h30 avec des hommes du 2^e bataillon de la 6^e division aéroportée, arrivés à *Pegasus Bridge* par planeurs.

Les commandos français gagneront vers 20h les hauteurs d'Amfreville. Au soir du 6 juin, ils auront perdu 10 tués, plusieurs dizaines de blessés devront être évacués ; Kieffer, touché deux fois, ne le sera que le 8 juin, (il re-

viendra le 13 juillet). Lord Lovat, lui aussi blessé, le sera le 12 juin.

Les jours suivants, les commandos français auront à faire face à des infiltrations ennemies, et même le 10 juin, pendant plus de quatre heures, à une véritable attaque allemande qui atteindra l'Église, fera deux tués et plusieurs blessés graves. Des accrochages feront encore des victimes les jours suivants.

À la mi-août, avec la section *K'Gun* répartie entre elles, les deux troupes repartiront à l'attaque, prenant Barenton. Le 18, la Dives est franchie, Pont-L'Évêque sera atteint le 24 août.

Philippe Kieffer ayant été fait «Compagnon de la Libération» le 28 août, 50 commandos – 25 Français et 25 Anglais – défilèrent le 31 août 1944 sur les Champs-Élysées. Le 6 septembre, les rescapés du 1^{er} BFMC regagnent l'Angleterre.

SPECIAL AIR SERVICE (SAS)

Le 29 septembre 1940, en signant à Londres l'«ordre n° 765», le général de Gaulle créait la «1^{re} Compagnie de l'Air», une unité parachutiste des F.F.L. dont il confie le commandement au capitaine Gaston Bergé.

À la fin 1940, une quarantaine de volontaires auront été recrutés, vingt-cinq d'entre eux effectueront en novembre - décembre des stages de formation, en premier lieu de parachutisme ; d'autres feront leur instruction en janvier 1941. Ce même mois de janvier 1941, la formation du 1^{er} groupe est complétée dans un château du Kent par un stage de formation au renseignement et au sabotage.

Dans la nuit du 15 au 16 mars 1941, Gaston Bergé et quatre de ses hommes sont parachutés à Elven, dans le Morbihan, c'est la «Mission *Savanna*», ayant pour objectif de neutraliser les pilotes d'une escadrille allemande stationnée près de Vannes lors de leur transfert quotidien en car vers la piste d'envol de Meucon ; le car ayant été supprimé, l'opération ne put avoir lieu et le groupe fut récupéré sur une plage vendéenne par le sous-marin *Tigris*. Une deuxième mission – «*Josephine B*» – fut plus fructueuse : dans la nuit du 11 au 12 mai, un 2^e groupe fit sauter 6 des 8 transformateurs de la centrale électrique de Pessac, dans la banlieue de Bordeaux, qui alimentait les diesels des sous-mains nazis.

À l'été 1941, le général de Gaulle va envoyer au Moyen-Orient les 2/3 de l'effectif de la «1^{re} Compagnie de l'Air» (9 officiers, 20 sous-officiers, 77 hommes), les autres restant en Angleterre à la disposition du BCRA gaulliste pour des missions en France.

Positionnés à leur arrivée dans un

camp d'entraînement pour parachutistes situé à Kabret près du Caire, les Français vont y côtoyer des paras anglais ayant un profil voisin du leur mais plus d'expérience de terrain, ceux que le lieutenant écossais David Stirling⁸ a rassemblés le 1^{er} juillet 1941 dans le **Special Air Service (SAS)**⁹.

Les paras français vont, avec l'accord du général de Gaulle, être intégrés fin décembre 1941 dans le S.A.S. comme «**Free French Squadron**», et participer avec leurs camarades britanniques à des missions derrière les lignes ennemies.

Ainsi, le 6 juin 1942, Gaston Bergé, trois S.A.S. français, un anglais et un grec, débarqués en Crète par sous-marin, y détruiront 21 avions et des dépôts de carburant et de bombes ; un des S.A.S. français, Pierre Loestic, sera tué, les autres seront capturés. Le 27 juillet suivant, 3 des 18 jeeps équipées de mitrailleuses qui attaqueront l'aérodrome de Sidi Hanneisch, y détruisant et endommageant plusieurs dizaines d'appareils ennemis, avaient des équipages de S.A.S. français.

Les opérations se poursuivront en 1942 en Libye et jusqu'en Tunisie, où les restes de l'*Afrika Korps* capituleront en mai 1943.

En avril 1943, les parachutistes français rescapés sont ramenés en Grande-Bretagne au camp d'Old Dean, près de Camberley, dans le Surrey à une vingtaine de kilomètres au sud de Londres. En juillet 1943, ils deviennent le «1^{er} bataillon d'infanterie de l'Air» (1^{er} BIA), qui sera renommé le 1^{er} novembre 1943 «4^e Bataillon d'infanterie de l'Air» (4^e BIA), avec à sa tête Pierre-Louis Bourgoïn¹⁰.

Une deuxième unité, le 3^e BIA est formée en Afrique du Nord avec de nouveaux évadés de France, avec des transfuges de l'Armée de Giraud, des «Pieds-noirs» d'A.F.N.

Officiellement constitué le 6 juin 1943, le 3^e BIA, fort de 300 hommes, commandé par le commandant Pierre Château-Jobert alias *Conan*, est le 7 novembre 1943 lui aussi dirigé vers le camp de Camberley.

En avril 1944, les B.I.A., qui depuis leur retour ont reçu des formations de commandos sur divers sites d'Angleterre et d'Écosse, prennent le nom de

Régiments et deviennent les *3rd et 4th SAS regiments* pour les Britanniques, les «3^e» et «2^e» «Régiments de Chasseurs parachutistes de l'Armée de l'Air» (3^e et 2^e RCP) pour les Français, regroupés au sein de la «Brigade S.A.S.» constituée en janvier 1944, et placée sous le commandement du général britannique Roderick Mac Leod.

Fin mai 1944, le 4^e bataillon S.A.S. rejoint le camp de Fairford non loin d'Oxford où une base aérienne a été installée en préparation du débarquement.



Paras S.A.S. français et maquisards bretons à St. Marcel

La «Brigade S.A.S.» va recevoir de l'état-major d'Eisenhower une mission de largage de parachutistes derrière les lignes allemandes en Bretagne, en Vendée, dans la Vienne et en Bourgogne afin d'entraver les mouvements de troupes allemandes vers la Normandie, en liaison avec des équipes Jedburgh devant entrer en liaison avec les maquis français. Ainsi, dans la nuit du 5 au 6 juin, 35 S.A.S. français, répartis entre quatre sticks précurseurs du 4^e BIA/SAS, vont quitter vers 23 heures la base de Fairford à bord de deux quadrimoteurs *Short Stirling* en direction des côtes nord de Bretagne, ils toucheront le sol le 6 juin vers 00h45.

Deux sticks sont largués dans le Morbihan : l'équipe «*Pierre 1*» – 9 hommes commandés par le lieutenant Pierre Marianne – touche le sol près du hameau du Halliguen dans le secteur de Plumelec, elle fut en partie accrochée par une unité ennemie et le caporal Bouétard, blessé, fut achevé d'une balle dans la tête¹¹.

Un quart d'heure après l'équipe «*Pierre 1*», le stick «*Pierre 2*» – 8 hommes placés sous le commandement du lieutenant Henri Déplante – est parachuté non loin de là, près de

Guéhénno. Ayant fait leur jonction, les rescapés du stick «*Pierre 1* et les membres de *Pierre 2*» vont rejoindre le maquis de la Nouette près du village de Saint-Marcel, y établissant la «base *Dingson*».

Les deux autres sticks, commandés par les lieutenants André Botella («*Pierre 3*», 9 membres) et Charles Deschamps («*Pierre 4*», 9 membres), acheminés par le second *Short Stirling*, ont été parachutés dans les Côtes-du-Nord, en lisière de la forêt de Duault à une trentaine de kilomètres de Guingamp, où ils ont été réceptionnés par des maquisards du groupe *Tito*, placés sous le commandement de Louis Pichouron («commandant Alain»), ils y établissent la «base *Samwest*».

Ces éléments précurseurs vont être, les jours suivant le 6 juin, renforcés par des parachutages de renfort en hommes et matériels : ainsi jusqu'au 11 juin 114 S.A.S. sont regroupés sur la base *Samwest* et, du 9 au 18 juin, 160 autres, accompagnés d'une équipe *Jedburgh*¹², le seront sur la base *Dingson*, où arrivera dans la nuit du 10 au 11 juin le colonel Bourgoïn, accompagné de son état-major et d'une compagnie.

Parallèlement à l'établissement des deux bases, 58 parachutistes, répartis en 18 sticks de 3 à 5 hommes sont, dans le cadre de l'Opération *Cooney Parties*, largués dans la nuit du 7 au 8 juin 1944, principalement sur le Morbihan et les Côtes-du-Nord, avec pour mission le sabotage des réseaux ferré et électrique bretons. La base *Samwest*, attaquée par des forces allemandes à partir du 12 juin, va être évacuée vers la base *Digson*, sauf une partie de son effectif, maintenue dans le secteur, qui va contribuer à la formation avec les patriotes locaux d'un maquis dans les bois de Coat-Malouen, près de l'Étang-neuf, qui après qu'un combat a opposé le 27 juillet 1944 les forces d'Occupation à 300 Résistants, participera le 7 août à la libération de Guingamp, de Paimpol...

Le 18 juin, la base *Dingson* à Saint-Marcel, où se sont regroupés sur 800 hectares plus de 1 500 maquisards, dont le bataillon FFI de Plöermel-Josselin, ainsi que près de 200 parachutistes S.A.S., va être à son tour attaquée, par des forces allemandes importantes : deux compagnies de parachutistes, trois commandos de chasse d'infanterie, un groupement de supplétifs géorgiens, des éléments du

⁸ Avec rang de capitaine. Il sera en janvier 1943 capturé par les Allemands lors d'un raid en Tunisie et emprisonné dans le Reich dans la forteresse de Colditz, d'où il sera libéré en 1945.

⁹ Forces spéciales de l'Armée britannique, spécialisées dans les raids en territoire ennemi, d'abord en Afrique du nord, puis en Europe occupée.

¹⁰ En 1940 instituteur en Oubangui-Chari (actuelle Centrafrique), il rejoint les FFL dès juin 1940. Incorporé en janvier 1941 au Bataillon de marche n°2, il participe à la campagne de Syrie, est affecté au Groupe de bombardement Lorraine, participe à la campagne de Libye, fait un stage de commando parachutiste, il est gravement blessé en février 1943. Fait Compagnon de la Libération en juillet 1943, il est envoyé en Angleterre le 1^{er} octobre 1943, et est nommé commandant du 4^e SAS/4^e BIA.

¹¹ Pierre Marianne, ayant pu faire la jonction avec les FFI de la région, nommé capitaine, sera fait prisonnier le 12 juillet 1944 à Kérihuél-en-Plumelec par une équipe franco-allemande (FAT 354) de répression de la Résistance ayant à sa tête le collaborateur Maurice Zeller, et exécuté avec 6 autres parachutistes SAS, 8 F.F.I. et les 3 cultivateurs les ayant hébergés. Médaille de la Résistance depuis le 18 mai 1943, Pierre Marianne sera fait à titre posthume Compagnon de la Libération le 29 décembre 1944.

¹² Equipes *Jedburgh* : formées d'un officier français, d'un officier américain ou britannique et d'un opérateur radio. Dépendant du S.O.E., elles ont pour mission de mettre en place la liaison entre la Résistance, le Haut-commandement allié (SHAEP) et les Armées régulières. Entre juin et septembre 1944, 114 Français sauteront, ainsi sur la France au sein de 94 équipes *Jedburgh*.

«OPERATION OVERLORD»...

17^e génie de forteresse vont mener trois attaques successives, ralenties un temps par un bombardement demandé par radio à Londres par le colonel Bourgoin...

À la fin du jour, alors que l'ordre de dispersion a été donné, les combattants français ont eu 28 tués, 60 blessés et perdu 15 prisonniers.

MISE EN ŒUVRE DE «PLANS»

Début 1943, après la conférence ayant réuni du 14 au 24 janvier 1943 au Maroc à Casablanca («Anfa») Roosevelt, Churchill, de Gaulle et Giraud, a été mise en place une structure interalliée chargée d'examiner la planification d'actions sur les côtes européennes occidentales afin de soulager les fronts italien et soviétique, avec un poste de chef d'état-major, de «Chief of Staff to Supreme Allied Commander» (COSSAC).

Plusieurs autres conférences vont réunir dans les mois suivants les dirigeants politiques et les chefs militaires anglais et américains, notamment la *Conférence Trident*, avec Roosevelt et Churchill, à Washington, du 12 au 27 mai 1943, celle *Quadrant*, à Québec du 17 au 24 août suivant, avec les mêmes et le Premier ministre canadien, et enfin, du 28 novembre au 1^{er} décembre, celle de Téhéran, regroupant les trois «grands», Churchill, Roosevelt et Staline, lors de laquelle est confirmé le débarquement à l'ouest, en Normandie, dans la période mai-juin 1944 ; ainsi qu'une opération synchronisée en Méditerranée occidentale et une offensive soviétique à l'Est.

Se pose aussi le problème de la coordination de toutes les structures qui seront impliquées dans ce que l'Histoire retiendra sous le nom d'«*Opération Overlord*», notamment puisque le débarquement aura lieu en France, les forces de la France combattante présentes en Grande-Bretagne, à la tête desquelles le général de Gaulle a placé le général François d'Astier de la Vigerie et celles, en France même, de la Résistance.

Les Services secrets de la France libre, qui avaient dès avril 1943 mis en place un «Bloc opérationnel», lequel à partir de février 1944 sera dirigé par Maurice Duclos (alias *Saint-Jacques*), ont travaillé à la mise au point durant l'été et à l'automne d'une série de «plans d'action», à mettre en œuvre par la Résistance intérieure dans la période précédant immédiatement le débarquement et le suivant.

Ce sera le «*Plan Bibendum*», qui prendra le nom de «*Plan Tortue*», et

sera parfois aussi appelé «*Plan anti-Panzer*», qui devra se concrétiser par la multiplication dans 15 départements du Nord et de l'Ouest, répartis en 4 secteurs¹³, des obstacles au déplacement des divisions Panzers vers le front : arbres coupés, destruction de ponts routiers, dispersions de crève-pneus, modification de signalisations routières, etc., il sera mis en œuvre par la Résistance après la réception, dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, du message diffusé par la BBC à son intention : «*Il fait chaud à Suez*»...

La 2^e Pzdivision de la Wehrmacht, de retour du front de l'Est où elle avait été durement éprouvée lors de la bataille de Koursk, et repositionnée en France dans la région d'Amiens, mettra ainsi une semaine pour rejoindre le front de Normandie. Et la 9^e SS-Panzer «*Hohenstaufen*», partie de Pologne le 12 juin, rejoindra le 16 juin Nancy, à 1 400 km de là, mais n'atteindra Alençon en Normandie, seulement distante de 600 km de la capitale lorraine, que le... 25 juin !

Quant à la 2^e SS Pzd «*Das Reich*», stationnée dans la région de Montauban, ayant reçu le 8 juin l'ordre de faire mouvement vers la Normandie, harcelée par la Résistance, et ayant vu se multiplier sur les 600 km de sa route les obstacles, ses premiers éléments n'arriveront que le 16 juin à l'arrière du Front, les derniers que fin juin-début juillet. Hélas, elle aura accompagné son repli de massacres de masse de civils à Argenton-sur-Creuse, Tulle, Oradour-sur-Glane...

Dans les jours qui ont précédé ou suivi le Débarquement, plus de 5 000 Résistants ont dynamité plus de 500 ponts routiers et placé plusieurs centaines d'obstacles sur les routes, le harcèlement des unités nazies en retraite vers le front de Normandie a permis la destruction de plus de 500 camions, de 21 chars dont plusieurs «*Tigres*», de 20 autochenilles, de 64 canons antichars et la capture d'un millier de prisonniers.

«*Les dés sont sur le tapis*» : à la réception de ce message diffusé par la BBC le 5 juin, les Résistants de Basse-Normandie dynamitent les principales lignes de chemin de fer de



Le «*Plan Vert*» en œuvre...

la zone, la Paris-Granville et le Paris-Cherbourg, c'est la mise en œuvre du «*Plan Vert*», préparé à Londres dès le printemps 1943 en liaison avec le mouvement de Résistance intérieure «*Résistance-Fer*».

Ce plan, qui se traduira dans les 24 heures suivant le D-Day par la réalisation par des équipes de sabotage aguerries de la quasi-totalité des coupures de voies et destructions d'ouvrages d'art prévues par «*le Plan vert*», visera notamment 300 points sensibles difficiles à bombarder, et concernera l'ensemble du réseau ferré ; c'est-à-dire qu'il s'étendra à des zones en dehors de celles proches du théâtre des opérations de débarquement¹⁴ : de juin à juillet, 600 déraillements eurent lieu, 1 800 locomotives et 6 000 wagons seront immobilisés.

Selon un rapport des «*Gardes des communications*»¹⁵ 945 attentats ont eu lieu sur l'ensemble du territoire en juin 1944 : «*10 sabotages auront lieu le 5 juin, environ 55 le 6 juin, 90 le 7 juin, 80 le 8 juin, 50 le 9 juin, 45 le 10 juin, une moyenne de 25 par jour jusqu'à la fin du mois*».

Selon le 21^e groupe d'armées britannique débarqué en Normandie, l'action de la Résistance aurait retardé en moyenne de 48 heures l'arrivée des troupes allemandes envoyées rejoindre le front, au contact de la tête de pont alliée.

«*Les plus désespérés sont les chants les plus beaux*», «*La parole est d'argent, le silence est d'or*», «*Le colonel leur a coupé le sifflet*»...

Ces messages, diffusés dans la soirée du 5 juin par la BBC, donnent à la Résistance le signal de la mise en œuvre du «*Plan Violet*» de destruction des lignes téléphoniques, afin de couper les communications de l'ennemi entre la zone du Débarquement et ses bases arrière ; et même au-delà, avec son état-major en Allemagne.

Ainsi sont coupés les câbles partant du Mont Pinçon, situé à 30 km au Sud-Ouest de Caen, où les Allemands avaient installé un poste de radioguidage à ondes courtes pour la Luftwaffe, de même que ceux reliant Cherbourg à Brest, l'état-major du LXXXIV^e Korps (déployé entre le Couesnon et la Dives), situé à Saint-Lô, à celui de la 91^e Infanterie-Division à Valognes.

7 coupures majeures ont été effectuées le 6 juin, 32 le seront le lendemain, notamment sur les câbles reliant les blockhaus de la côte aux centraux

¹⁴ Ainsi Henri Romans-Petit, chef des maquis de l'Ain et du Haut-Jura, recevra le 8 juin le message d'application du «*Plan Vert*».

¹⁵ Créés en janvier 1941 en Zone Sud et étendus à la Zone Nord en mars 1942, ce sont des gardes-voies, des hommes de 18 à 50 ans des communes proches des lignes de chemins de fer, astreints de 19h à 8h30 à monter la garde le long des voies afin d'empêcher les sabotages.

¹³ TN : Nord, et Pas-de-Calais, TC : Seine-inférieure, Somme, Oise et Eure, TS : Ome, Sarthe, Mayenne, Calvados et Manche, TO : Morbihan, Ille-et-Vilaine, et Côtes-du-Nord.

allemands de Bernay et du «Château» de Basly, la liaison souterraine Bernay-Basly sera interrompue. Les lignes Caen-Vire et Caen-Saint-Lô sont coupées.

Dans la Manche, les Résistants coupent les câbles des Lignes Souterraines à Grandes Distances (LSGD) interrompant les communications entre Cherbourg et Le Mans, Carentan et Villedieu-les-Poêles, Saint-Lô et Avranches, le central allemand de Saint-Malo devient inopérant...

Dans les Côtes-du-Nord (d'Armor), à proximité de la zone de département, 14 lignes téléphoniques sont coupées du 6 au 10 juin, 36 du 11 au 20 juin, 18 du 21 au 30 juin..., car la mise en œuvre du «Plan Violet» s'est étendue sur le plan géographique.

Ainsi, le message diffusé par la BBC le 5 juin au soir «*Les tomates doivent être cueillies*», indique aux Résistants bourguignons de passer à l'action : ce qu'ils vont faire sur le réseau téléphonique spécifique de la SNCF, sur les lignes PTT secondaires, la ligne aérienne Paris-Dijon est coupée au nord de Dijon, la ligne souterraine Paris-Marseille l'est au nord et au sud de Dijon.

Un aspect essentiel du «Plan Violet» concerne les 16 000 km de lignes souterraines à grande distance (LSGD) reliant les services allemands en France (Wehrmacht, Luftwaffe, Kriegsmarine, Gestapo...) à Berlin, via l'Alsace-Lorraine annexée, telles celles de Paris-Metz ou Paris-Strasbourg, ce qui contraignait les Allemands à leur substituer des liaisons radio, captées et décryptées par les Alliés.

Au total, durant le seul mois de juin, près d'une centaine de coupures – notamment par sectionnement – de câbles à longue distance seront opérées, dès le 7 juin le répartiteur Paris-Berlin est mis en dérangement.

Le «**Plan Bleu**» est la destruction des lignes électriques à haute tension, en premier lieu celles alimentant les zones de fortifications côtières, plus largement le réseau ferré électrique, les usines d'armement... En juin, en Côte-d'Or, la ligne électrique à haute tension «la Dijonnaise» est sabotée. 4 lignes à haute tension seront coupées en Seine-et-Marne, 23 dans les Côtes-du-Nord...

D'autres «Plans» ont été élaborés, certains devant attendre pour leur mise en œuvre la progression alliée sur le front de Normandie, d'autres en étant concomitants.

Le «**Plan Rouge**», prévoyait l'offensive généralisée des maquis, notamment du Sud-ouest et du Centre, avec l'établissement de «réduits» dans les zones montagneuses (Alpes, Massif Central, Vosges, Jura, Morvan, Pyrénées...), les FFI devant attendre l'établissement d'une solide tête de pont en Normandie pour passer à l'action à la réception du message convenu. Ce fut sous la pression alliée parfois le cas de manière prématurée...

Ainsi, le S.O.E. britannique – partenaire du BCRA gaulliste dans les opérations spéciales en France – diffusera à 20 heures le 5 juin 1944 à destination de la Région niçoise le message «*Méfies-toi du Toréador*», ordre de rassemblement en effectif de guérilla, le message «*Je me roulerai sur le gazou*», y activant le «Plan vert». Or, le débarquement allié en Provence n'aura lieu que le... 15 août suivant.

En février 1943, deux Résistants de la Région lyonnaise et alpine, Pierre Dalloz, rédacteur en chef jusqu'en 1939 de la revue du Club alpin *Montagne* et Yves Farge, journaliste au *Progrès de Lyon*, rencontrent à Bourgen-Bresse «*Vidal*», alias le général Delestraint, nommé depuis octobre précédent par le général de Gaulle commandant de l'«Armée secrète» (A.S.) et le convainquent de l'opportunité et de la possibilité – du fait de ses caractéristiques géographiques – d'établir sur le massif du Vercors une base militaire de la Résistance d'ampleur nationale – permettant, notamment en cas de débarquement libérateur sur la côte sud – de parachuter hommes et matériels de renfort pour les Résistants sur les arrières de l'ennemi.

Ce sera le «**Projet Montagnards**», qu'iront défendre à Londres «*Max*» (Jean Moulin) et «*Vidal*», et qui, ayant été approuvé par le général de Gaulle, deviendra le «**Plan Montagnards**». L'arrestation de «*Vidal*» le 9 juin 1943 à Paris puis celle de «*Max*» à Caluire le 21 juin suivant vont cependant priver le Plan de deux de ses défenseurs, alors que se multiplieront notamment à Alger les interrogations voire les réserves quant à la faisabilité du Plan. Interrogations qui nécessiteront le déplacement de Pierre Dalloz à Alger le 25 novembre 1943, où se rendra aussi, le 23 mai 1944, via la Corse libérée, Eugène Chavant (*Clément*), le chef civil du Vercors.

Le message diffusé par la BBC à la veille du 6 juin «*Le chamois des Alpes bondit*» va concentrer sur le Vercors plus de 4 000 patriotes, volontaires, sous le commandement du lieutenant-colonel François Huet, qui va manquer de temps pour les entraîner ; et d'armement – notamment lourd – pour les équiper.

Le 29 juin, venue d'Alger, une mission de type *Jedburgh* (2 Britanniques, un Américain, un Français et 2 opérateurs radio), larguée à Vassieux sur le terrain «*Taille-crayons*», sera porteuse d'un message : «*un nombre important d'hommes se regroupent en ce moment sur le Vercors pour rejoindre les troupes armées déjà sur place. Ce mouvement doit être découragé... Vous devez avoir présents à l'esprit, et expliquer aux dirigeants locaux, que le Vercors n'est pas actuellement une priorité extrême...*».

Début juillet 1944 arrivera d'Alger la mission «*Paquebot*» chargée de préparer un terrain d'atterrissage à Vassieux.

Le 21 juillet, la 157^e Division de réserve de la Wehrmacht, forte de 10 000 hommes, accompagnée de 4 bataillons de chasseurs alpins (*Gebirgsjägerbataillone*) passe à l'attaque, appuyée par une escadrille de la Luftwaffe stationnée à Valence-Chabeuil et des parachutistes arrivés par planeurs sur le terrain de Vassieux initialement prévu pour recevoir des renforts... alliés, qui ne viendront pas.

Submergés par des effectifs supérieurs, les maquisards au terme de durs combats, principalement jusqu'au 23 juillet vont devoir décrocher et se disperser. 639 Résistants et 201 civils seront tués, 41 seront déportés.

Le 26 juillet, le lieutenant-colonel François Huet enverra le message suivant à Alger : «*Tous ont fait courageusement leur devoir dans une lutte désespérée et portent la tristesse d'avoir du céder sous le nombre et d'avoir été abandonnés seuls au moment du combat...*». Cela nourrira après la Guerre, notamment dans le contexte de la Guerre froide, des polémiques historiques et politiques.

L'idée de la mise en place de zones de concentration de forces de maquis dans des zones susceptibles d'être bien défendues face aux Allemands, à la Milice et aux G.M.R. n'a pas concerné que le Vercors et les Alpes mais aussi le Massif Central, le Jura...

Ce fut l'objectif du «**Plan Caïman**», qui fut approuvé par le général de Gaulle le 16 mai 1944, sous réserve que certaines conditions soient réunies : occupation ennemie réduite en qualité et densité, libération par les FFI de zones facilitant l'avancée des forces alliées, possibilités de parachutages de renforts.

Ce «**Plan Caïman**» ne sera pas accepté en l'état par l'état-major allié, sous la pression du président américain Roosevelt ; qui sous-estime le rôle de la Résistance, à l'égard de laquelle de plus il est politiquement méfiant.

¹⁰ BCRA : Bureau Central de Renseignements et d'action : service de renseignements gaulliste créé le 1^{er} juillet 1940 comme 2^e Bureau des FFL et placé sous le commandement d'André Dewavrin (Passy) ; une section «Action» est créée en octobre 1941. Après le débarquement allié en Afrique du Nord s'opéra, conséquence de la formation du CFLN à Alger, une difficile fusion avec les services spéciaux giraudistes. Le BCRA aura une antenne à Londres (BRAL).

«OPERATION OVERLORD»...

De nouvelles moutures du Plan seront étudiées fin juin. Celle proposée par de Gaulle se limitant géographiquement au Massif central, à l'Auvergne ou aux monts du Velay, prévoyait d'utiliser 90 000 hommes pour y constituer, sur dix départements, une zone libérée équidistante des Opérations «Overlord» (en cours) et «Anvil» (débarquement de Provence, en préparation), où pourrait se positionner une structure émanant du GPRF.

Le succès de ce «Plan Caïman» modifié, pour lequel de Gaulle fit mettre en réserve utilisable le 1^{er} RCP, un régiment d'infanterie stationné en Corse et un régiment d'artillerie de la 4^e DMM, était cependant étroitement dépendant de la mise à disposition par les Anglo-Américains d'armements et de moyens de transport.

Eisenhower envisagea la tenue à Alger le 20 juillet d'une réunion à cet effet : «Nous envisageons – dira-t-il – d'apporter au maquis une aide importante assistance aérienne J'ai donné mon accord pour le transport et la livraison de matériel (...), mon accord de principe pour que les troupes françaises de S.A.S ainsi que d'autres unités spéciales de parachutistes renforcés et encadrent le maquis...»

Or, lorsque se tint cette réunion du 20 juillet, il fut décidé que le «Plan Caïman»... ne pouvait être mis en œuvre, notamment par «manque d'avions». Il avait cependant connu de manière anticipée un début d'application en Auvergne où, à partir du 20 mai, s'étaient concentrés 5 000 maquisards en 3 réduits dans les zones du Mont-Mouchet, de la Truyère et de Venteuges.

Le réduit du Mont-Mouchet fut attaqué par les Allemands les 10 et 11 juin, celui de la Truyère le 20 juin. Malgré les pertes qu'ils infligèrent aux Allemands, les maquisards, restés sans aide extérieure, durent évacuer les réduits et se disperser.

Des offensives allemandes conduisirent ainsi en juin 1944 à la dispersion du maquis du Mont-Mouchet, en juillet à celle du maquis du Vercors, et auparavant en février, avril et juillet à celle des maquis de l'Ain et du Jura. Pour autant, elles nécessitèrent – ainsi que pour contrer partout à travers la France la mobilisation des Résistants – l'emploi d'unités militaires ainsi fixées sur place, ou ralenties dans leurs déplacements vers les zones de Débarquement.

LE RÔLE DE LA RESISTANCE

Les historiens se sont attachés à essayer de déterminer quelle fut l'importance du rôle militaire de la Résistance, en particulier lors de ces Débarquements de Normandie puis de Provence.



Pierre Marienne, S.A.S. Compagnon de la Libération

Une évaluation différenciée selon les auteurs, selon l'accès aux archives qui ne s'est libéré que progressivement, selon aussi le contexte politique qui a évolué en 80 ans depuis les affrontements de la Guerre froide. Période durant laquelle il y a eu une volonté de minorer le rôle militaire et politique de la Résistance ; une volonté qui n'a pas totalement disparu de nos jours.

Laissons la parole à d'éminents acteurs des événements, tel en premier lieu le commandant en chef des forces alliées d'alors, le général Dwight David Eisenhower : dans un message adressé le 8 mai 1945 aux Résistants, il souligna leur rôle dans la victoire finale contre le fascisme : «Les Allemands... ont enfin été vaincus par les forces des Nations Unies, vos pays... libérés par les efforts conjugués de toutes les forces placées sous mon commandement. Ce n'est pas parmi les moindres de ces forces que je place les membres des mouvements de résistance, qui pendant si longtemps se sont consacrés sans fléchir, à la tâche de renverser l'ennemi commun».

Dans un Rapport d'Opérations, il écrit : «J'estime que la destruction des communications ferroviaires ennemies, le harcèlement du trafic automobile allemand et la pression de plus en plus forte exercée par les forces organisées de la Résistance sur l'économie de guerre et les services de sécurité allemands, ont joué un rôle considérable dans notre victoire. Les sabotages ont produit des résultats que l'effort de guerre aérienne alliée n'avait pas pu obtenir. Ils retardèrent la marche des divisions allemandes venant du midi de la France vers la Normandie, ce qui eut pour conséquence de les faire arriver trop tard, si elles n'avaient pas été totalement stoppées en cours de route, et de toute manière dans un état d'extrême désorganisation et d'épuisement».

¹⁷ William «Bill» Casey sera directeur de la C.I.A. de 1981 à 1987, année de son décès.

¹⁸ Le «Bureau des Services Stratégiques» (OSS) est créé le 13 juin 1942 après l'entrée en guerre des États-Unis, afin de collecter des informations et conduire des actions «clandestines» et «non ordonnées» par d'autres structures. La «Special Operations Branch», service action de l'OSS, sera l'équivalent américain du S.O.E. britannique.

Et, dans son ouvrage intitulé «Croisade en Europe, mémoires sur la Deuxième Guerre mondiale», publié en 1949, Eisenhower souligna que les Résistants français «ont joué un rôle particulièrement important. Ils ont été extrêmement actifs en Bretagne, et, en tous points du Front, ils nous ont aidés de mille façons. Sans eux, la libération de la France et la défaite de l'ennemi en Europe occidentale auraient été bien plus longues et nous aurions coûté davantage de pertes (...). Notre quartier général estimait, par moments, que la valeur de l'aide apportée par les FFI à la campagne représentait l'équivalent en hommes de quinze divisions et, grâce à leur assistance, la rapidité de notre avance à travers la France fut grandement facilitée...».

William Joseph Casey¹⁷ dirigea pendant la Guerre les opérations de la «Secret Intelligence Branch» américaine en charge du renseignement en Europe de l'«Office of Strategic Services» (OSS), les services secrets américains. Il publia en 1949 une autobiographie, *The Secret War Against Hitler*, dans laquelle, il écrit : «C'est sur les plages que nous avons d'abord besoin d'aide. Et c'est ainsi que le 1^{er} juin, une première série de 300 messages fut lancée par la BBC, prévenant les responsables de la Résistance à travers toute la France que le débarquement allait avoir lieu dans la semaine.

«Les messages d'action dans la nuit du 5 juin déclenchèrent les coupures de voies ferrées et de câbles, les destructions de routes et de ponts qui avaient été prévues à travers toute la France. La Résistance française pratiqua 950 coupures de voies ferrées à la date du 5 juin, veille du jour du débarquement, et détruisit 600 locomotives en dix semaines durant juin, juillet et août 1944. Les trains et les convois transportant vers la tête de pont des troupes allemandes et des approvisionnements subirent des délais de jours et de semaines, les troupes arrivèrent en bicyclette ou en voitures hippomobiles, les quartiers généraux allemands, leurs lignes téléphoniques coupées, durent communiquer par messages radios que nos déchiffreurs en Angleterre purent lire, ce qui eut de dramatiques conséquences.

«Notre plus grande dette (aux résistants français) vient des délais de deux semaines ou plus qu'ils imposèrent à une panzerdivision faisant de Toulouse route au Nord, à deux venant de Pologne et deux venant du front russe, tandis qu'elles traversaient la France en renfort vers la tête de pont. Nous ne saurons jamais combien de soldats alliés doivent la vie à ces braves Français».

ALFRED NAKACHE, UN SÉLECTIONNÉ OLYMPIQUE FRANÇAIS À AUSCHWITZ...

Alfred Nakache est né le 18 novembre 1915 à Constantine, en Algérie, alors française, dans une famille de la communauté juive qui, depuis le Décret Crémieux de 1870, a reçu la nationalité française. Il est le cadet d'une famille modeste de onze enfants.

Affecté dans son enfance d'une phobie de l'eau, il va pour la surmonter fréquenter les bassins de natation du Constantinois, et c'est à Constantine qu'à l'âge de 16 ans, il remporte en 1931 la coupe de Noël de Constantine, se licenciant à la «Jeunesse Nautique Constantinoise» (JNC). En 1933, Il participe à ses premiers Championnats de France, et déménage à Paris à l'été.

2^e du 100 m nage libre lors des Championnats de France 1934, il est sélectionné en Equipe de France pour une rencontre Juniors France-Pays-Bas, mais ne peut participer aux Championnats d'Europe suivants, car «Français né hors du sol de France» – c'est-à-dire non européen – et de plus licencié d'un club (Constantine) extra-européen.

Cela va être rapidement corrigé, car Alfred Nakache se licencie en 1934 au Racing-club de France et, parallèlement, s'inscrit au Lycée parisien Jeanson-de-Sailly. Il restera au «Racing» jusqu'en 1936, puis se licencie au «Club Nautique de Paris» de 1937 à 1938, et enfin, à partir de 1939, aux «Dauphins du T.O.E.C.» de Toulouse, club nautique prestigieux jusqu'à nos jours olympiques.

En 1935, il avait décroché la médaille d'Or du 100 m nage libre aux Championnats de France Son palmarès – sur 100 m mais aussi en 200 m et 400 m nage libre mais aussi en papillon et relais – en fait une vedette médiatique de l'époque : il est présents dans nombre des colonnes de quotidiens tels «l'Auto» ou «Paris-Soir», au total 487 articles lui seront consacrés entre 1936 et 1944.

En 1936, avec les nageurs Jean Taris, René Cavallero et Marco Diener, il remporte le relais 4x200 m lors des épreuves préparatoires aux Jeux olympiques (JO) prévus à Berlin en 1936.

À ces JO de Berlin, qui s'ouvrent le 1^{er} août 1936 et auxquels la France avait hésité à participer, de même que Nakache lui-même, du fait de la nature dictatorial et antisémite du régime nazi, Hitler est au pouvoir depuis janvier 1933, Nakache, avec Taris, Cavallero et Christian Talli, ne sera que 4^e au relais 4x200m, mais devant... l'Allemagne. «*Quel beau départ de Nakache, quelle persévérance de Talli, Cavallero et Taris !*» écrit le *Paris-Soir* du 11 août 1936.

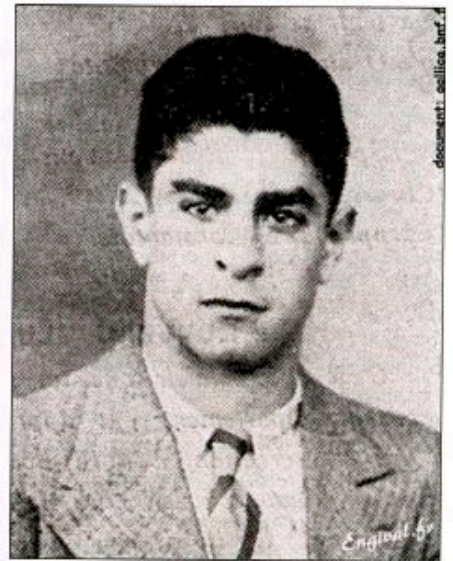
En 1937-1938, Alfred Nakache effectue son service militaire, à la base aérienne 117 à Paris (15^e), il se marie le 6 octobre 1937 avec Paule Elbaze, âgée de 22 ans, née à Constantine. En 1939, il devient professeur d'éducation physique, et, comme son épouse Paule, intègre comme enseignant l'Ecole Normale d'Education physique, futur INSEP.

Au moment de la «Drôle de Guerre» (septembre 1939-juin 1940), il est mobilisé en Algérie. La France vaincue en juin 1940, sa moitié nord et sa façade atlantique occupées dès l'été par la Wehrmacht, Alfred et son épouse Paule partent en janvier 1941 en zone Sud à Toulouse, où ils ouvrent un gymnase, et où Nakache retrouve le club des «Dauphins du TOEC».

Bien qu'ayant ainsi que son épouse perdu la nationalité française, avec l'abrogation du décret Crémieux par le régime pétainiste, et malgré les attaques dont il est victime dans la presse collaborationniste et antisémite, il peut continuer ses exploits sportifs dans le cadre du «club des Dauphins», avec l'appui des dirigeants du T.O.E.C., de l'église locale et, de fait, de... Jean Borotra¹, Commissaire Général à l'Education Générale et Sportive du régime pétainiste, impressionné par ses résultats sportifs : Record du monde du 200 m et record d'Europe du 100 m brasse papillon en 1941, recordman de France du 400 m papillon, champion de France du 100 m, du 200 m et du 400 m nage libre en 1941, 1942...

Alfred Nakache se rapprochera de l'«Armée Juive», organisation de Résistance née à Toulouse en janvier 1942 (et devenue en 1943 «Organisation juive de combat» - OJC), dont les membres s'entraîneront dans son gymnase.

Exclu des compétitions à partir de 1943, en raison de sa «judéité», il tentera avec sa famille et d'autres Juifs de rallier l'Espagne à partir de Toulouse avec sa famille, en passant par les Pyrénées ;



mais la crainte que les pleurs de leur petite fille Annie Laurence – née le 12 août 1941 – les mettent tous en péril leur fera renoncer.

Le 20 décembre 1943, Alfred et son épouse Paule, probablement dénoncés par un milicien sont interpellés par la Gestapo à leur domicile toulousain et incarcérés à la prison Saint-Michel. Leur petite fille Annie Laurence étant confiée à une institution. La famille sera réunie à Drancy le 26 décembre 1943 puis déportée en Allemagne depuis la gare de Bobigny par le convoi 66 du 20 janvier 1944.

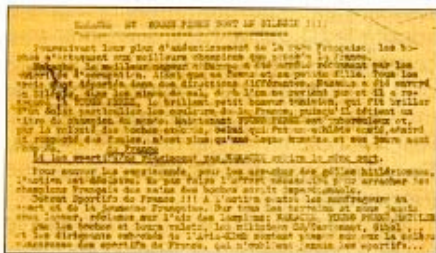
Elle sera séparée à son arrivée à Auschwitz, et Alfred Nakache ne reverra plus son épouse Paule et Annie-Laurence, gazées à leur arrivée au camp. Affecté au camp d'Auschwitz III Monowitz, sa notoriété le sauvera, ayant été reconnu par un officier allemand qui l'affecte à l'infirmerie Cela ne lui épargnera pas les brimades : ainsi, il fut obligé par les gardiens de nager dans un bassin de rétention d'eau sale.

À Auschwitz, il se lia d'amitié avec un autre sportif français célèbre déporté, le boxeur Victor «Young» Perez², d'origine tunisienne.

En janvier 1945, face à l'avancée de l'Armée rouge, Alfred Nakache est évacué par une «marche de la mort» vers Buchenwald, où il sera libéré le 11 avril 1945 par l'Armée américaine.

Nakache revint à Toulouse, reprenant son activité de professeur d'EPS, il redevint champion de France et co-recordman du monde de relais 3X100m en 1946, et intégra l'équipe de France de water-polo aux J.O. de Londres en 1948.

Il est décédé le 4 août 1983 à Cèrès.



Tract du mouvement de Résistance «Sport libre», dénonçant la répression nazie contre Alfred Nakache, le boxeur champion du Monde Young Perez, l'international de football Etienne Mattler, tous trois déportés. (Coll. AAMRN)

¹Jean Borotra, remplacé lors du retour au pouvoir de Laval le 18 avril 1942, sera arrêté par la Gestapo en novembre, et déporté à Sachsenhausen, au bloc cellulaire Zellenbau, puis transféré au Tyrol autrichien, au château d'Iter, où il retrouve Daladier, Weygand et d'où il sera libéré le 5 mai 1945.

²D'origine juive tunisienne, né le 20 mars 1911, Victor Pérez ancien Champion du monde de boxe poids mouches en 1931, victime de l'antisémitisme, arrêté le 21 septembre 1943 et déporté à Auschwitz, sera abattu le 22 janvier 1945 lors d'une des «marches de la mort» de l'évacuation partielle du camp.

BARCELONE OU... BERLIN ?

Depuis le boycott de l'Afrique du Sud à partir de 1964 pour cause d'apartheid, les interférences entre les événements internationaux et les Jeux olympiques ont été multiples. Déjà, en 1936...

Les premiers Jeux Olympiques de l'Ere moderne se sont, à l'initiative de Pierre de Coubertin, tenus à Athènes en 1896, y rassemblant 241 athlètes de 14 nations, dont la France, qui y recueillera 11 des 122 médailles décernées ; dont 5 d'Or : 4 en cyclisme, 1 au fleuret.

Les seconds Jeux se tiendront à Paris en 1900, avec 997 athlètes – dont 22 femmes – de 24 pays, les suivants en 1904 seront organisés à Saint-Louis (États-Unis), avec 651 athlètes de 12 pays¹, dont...6 femmes.

Les 4^{es} et 5^{es} J.O. sont de retour en Europe : à Londres en octobre 1908, avec 22 pays dont 16 européens, et 2008 athlètes, dont 37 femmes, la France y obtenant 19 médailles, dont 5 d'Or (cyclisme tandem, tir à l'arc, épée, motonautisme).

Aux 5^{es} Jeux, à Stockholm en 1912, avec 2 407 athlètes de 28 pays, dont 48 femmes, pour 14 sports. A leur issue, la France, représentée par 112 athlètes, se situera au 5^e rang, avec 14 médailles sur 311 décernées, dont 7 d'Or. Marguerite Broquedis², en tennis simple dames, sera la première française médaillée d'Or de l'Histoire olympique.

Les 6^{es} Jeux olympiques devaient se tenir à Berlin en 1916. A cette date, la Guerre ravage, depuis le 28 juillet 1914 le continent européen ; et même au-delà, en Afrique, au Moyen-Orient et jusqu'en Asie et en Océanie, avec l'implication du Japon. Conséquemment, les 6^{es} Jeux prévus à Berlin en 1916 furent annulés.

Ce ne sera qu'en 1920 qu'à nouveau seront organisés des Jeux olympiques ; 23 avril au 12 septembre, à Anvers, en Belgique. Il y aura 29 pays participants : les États héritiers directs des Empires centraux (Allemagne, Autriche-Hongrie, Empire ottoman, Bulgarie) vaincus en 1918 n'ont pas été invités, en revanche, issus de leur démembrement, de nouveaux États, Yougoslavie et Tchécoslovaquie, ainsi que l'Estonie détachée de l'Empire tsariste – sont présents. Avec parmi eux 303 Français, 2 664 athlètes, dont 77 femmes, participeront à ces Jeux d'Anvers ; qui verront deux innovations : le drapeau olympique avec les 5 anneaux dessinés en 1913 par Pierre de Coubertin, et le Serment olympique. Les Français remporteront 41 des 389 médailles décernées, dont 9 d'Or.

Les Jeux suivants seront organisés du 5 au 27 juillet 1924 pour la deuxième fois à Paris ; certaines épreuves se déroulant en banlieue et en province, à Reims (tir), à Meulan et au Havre (régates)

Y participent 3 089 athlètes – dont 135 femmes³ – de 44 nations, dont 401 Français concourant dans 23 disciplines de 17 sports. À l'exception de l'Allemagne, les autres pays écartés en 1920 – Bulgarie, Autriche, Hongrie, Turquie – ont été invités.

Les Jeux de Paris, lors desquels la France a obtenu 38 des 378 médailles attribuées, dont 13 d'Or, ce qui la place au 3^e rang des Nations, se clôtureront le 27 juillet 1924.



Les 9^{es} Jeux seront organisés à Amsterdam du 28 juillet au 12 août 1928, avec la participation de 2 883 athlètes (2 606 hommes et 277 femmes), dont 231 Français, de 46 nations, dont l'Allemagne, de retour après 16 ans d'absence.

Pour la première fois, venue d'Athènes à travers l'Europe, la flamme olympique sera allumée à Amsterdam lors de la cérémonie d'ouverture.

³ Le 22 août 1922, pour pallier les restrictions imposées aux femmes en matière d'athlétisme, s'étaient tenus à Paris au stade Pershing, édifié en 1919 dans l'Est du bois de Vincennes, les premiers «Jeux mondiaux féminins», avec 77 athlètes de 5 pays. la Française Lucie Bréard sera médaillée d'Or sur 1000 m. Les «Jeux mondiaux féminins» eurent 3 autres éditions, à Göteborg (1926), Prague (1930) et Londres (1934). Certaines athlètes concourront sous pseudonyme, pour raisons de... «bonnes mœurs familiales».

Et pour la première fois aussi, les femmes sont – malgré les réticences de Pierre de Coubertin – autorisées à participer aux épreuves de gymnastique et d'athlétisme.

La France recevra à ces Jeux 21 des 327 médailles décernées, dont 6 d'Or.

Organisés pour la seconde fois sur le sol américain, des États-Unis, à Los Angeles, les 10^{es} Jeux olympiques se dérouleront du 14 juillet au 12 août 1932 : Trente-sept nations et 1 332 athlètes (dont 126 femmes), parmi lesquels 65 Français, y prirent part à 117 épreuves dans 14 sports.

100 000 personnes assistèrent le 31 juillet à la cérémonie d'ouverture présidée par Charles Curtis, vice-président des États-Unis.

Avec 19 médailles – dont 10 d'Or – sur 346 réparties entre 27 nations, la France se placera au 3^e rang, derrière les États-Unis et l'Italie.

LES JEUX DE BERLIN

La tradition veut qu'à l'issue d'une session de Jeux olympiques soit annoncé le nom de la ville hôte des Jeux suivants, dont le drapeau national est hissé lors de la cérémonie de clôture à côté du drapeau olympique et de celui du pays où les jeux viennent de s'achever.

C'est préalablement que le «Comité international olympique» (C.I.O.), mis en place par Pierre de Coubertin en 1894, a déterminé le site des futurs Jeux.

Ainsi, après les Jeux d'Amsterdam (1928), le C.I.O. a réuni le 26 avril 1931 à Barcelone sa 29^e session, pour déterminer le site des Jeux de 1936, qui sera à annoncer lors de ceux de 1932 à Los Angeles. Et c'est par 43 voix face à 16 pour Barcelone que le C.I.O. porta son choix sur la capitale allemande, Berlin⁴.

Au lendemain de la 1^{re} Guerre mondiale, après avoir connu une période de troubles révolutionnaires d'extrême-gauche et des tentatives de putschs militaires d'extrême-droite, l'Allemagne a adopté le 31 juillet 1919 à Weimar une constitution promulguée le 11 août suivant instaurant une Démocratie parlementaire dirigée par un président du Reich et gouvernée par un chancelier du Reich, responsable devant l'Assemblée (Reichstag).

En 1931, quand est décidée par le C.I.O. l'organisation à Berlin des Jeux olympiques de 1936, l'Allemagne est

⁴ Alexandrie, Budapest, Buenos Aires, Cologne, Francfort, Nuremberg, Dublin, Helsinki, Lausanne, Rio de Janeiro et Rome avaient aussi fait acte de candidature...

¹ La France n'a pas envoyé de délégation ; il y a 1 participant français, vivant aux États-Unis, qui eux participent, avec 523 athlètes sur 651.

² En 1976, recevant à déjeuner à l'Élysée les anciens médaillés d'Or Olympiques, Valéry Giscard d'Estaing, décernera à Marguerite Broquedis, doyenne d'âge avec 83 ans, la croix de Chevalière de la Légion d'honneur. Elle est décédée en 1983 à Orléans.

présidée depuis 1925 par le *feldmarschall* Paul von Hindenburg (74 ans), et a depuis 1930 pour chancelier Heinrich Brüning, président du parti centriste *Zentrum*. Et les élections législatives du 14 septembre 1930 ont accordé 24,53% des voix au SPD social-démocrate, 18,25% au Parti nazi, 13,3% au Parti communiste KPD, 11,8% au *Zentrum*, 7 petites formations de droite et de centre droit totalisant 27,9% des suffrages.

Quand, début 1936, s'approche l'ouverture des Jeux de Berlin, prévue pour le 1^{er} août, la configuration politique intérieure allemande est bien différente : lors des élections du 31 juillet 1932, le parti nazi, avec 37,3% des voix, est devenu le 1^{er} parti du Reichstag, position qu'il va garder au scrutin suivant en novembre 1932.

Dans le contexte de la crise économique et financière puis de production mondiale ayant éclaté en octobre 1929 aux États-Unis, et qui a touché l'Europe et le Monde dans les mois qui ont suivi, le nombre de chômeurs passant en Allemagne en un an et demi de 3,5 millions à 6 millions, le président Hindenburg, qui a renvoyé le 1^{er} juin 1932 le chancelier Brüning, lequel avait prononcé la dissolution des S.A. et des S.S. hitlériens, fait le 30 janvier 1933 appel à... Hitler pour le poste de Chancelier du Reich ! Dès lors, le visage de l'Allemagne va se modifier rapidement et radicalement :

Ainsi, le 1^{er} février, le Reichstag est dissous, le 22 février les S.A. et les S.S. nazis deviennent police auxiliaire, le 28 février : interdiction de fait du Parti communiste, le 5 mars, lors des élections au Reichstag, le parti nazi obtient 43,9% des voix, le 1^{er} camp de concentration est ouvert à Dachau le 22 mars, le 1^{er} avril : début des violences antijuives, le 26 avril, Göring promulgue la loi sur la Gestapo, les syndicats sont dissous le 10 mai, du 22 juin au 5 juillet, tous les partis sont interdits (de nouvelles élections, le 12 novembre donneront 92% des voix au Parti nazi...), le 14 juillet, le Parti nazi devient parti unique, le 19 octobre, l'Allemagne se retire de la Société des Nations, lors de la «Nuit des longs couteaux», du 29 au 30 juin 1934 : assassinat des principaux dirigeants de la S.A., de l'ancien chancelier von Schleicher, le 15 septembre 1935 : adoption des lois antisémites de Nuremberg privant les Juifs allemands de leur citoyenneté, le 28 mars 1936 : élections au Reichstag : 99% de votants, 98,8% des voix pour le Parti Nazi...

C'est dans ce contexte de progression en Allemagne des atteintes à la démocratie, du racisme et plus spécifiquement du racisme antisémite, avec des brutalités afférentes que, que mois après mois, va se poser avec une acuité de plus en plus grande le problème du maintien à Berlin des Jeux olympiques de 1936, tel que décidé en 1931.

Le problème s'était posé lors de l'organisation en 1934 de la Coupe du monde du football en Italie, instrumentalisée par Mussolini ; et le risque qu'il en soit de même de manière accentuée pour des J.O. organisés à Berlin par le régime hitlérien était d'évidence.

L'«Internationale Rouge Sportive» (IRS) ou «Sportintern»⁵ va mettre en place, siégeant à Paris, un «Comité international pour le respect de l'idée olympique». En s'appuyant sur la FSGT, la principale organisation sportive ouvrière, qui a réuni en 1934 la «Fédération Sportive du Travail» (FST), membre de l'IRS et proche du Parti communiste, alors comptant 12 000 adhérents, et l'«Union des Sociétés Sportives et Gymniques du Travail» (USGT), proche du Parti socialiste, avec 6 000 adhérents, pour devenir la «Fédération Sportive et Gymniques du Travail» (FSGT). Laquelle, à la fin de l'année 1934, va opposer une Olympiade «bourgeoise» à Berlin et une Spartakiade populaire à Moscou...

Le journal *Sport* écrit le 9 octobre 1935 : «La loi olympique est violée chaque jour, aucune garantie de liberté n'est accordée aux sportifs juifs et catholiques. Dans ces conditions, notre devoir, ainsi que celui de tous les hommes d'honneur, est de dénoncer vigoureusement les pratiques hitlériennes et de demander le transfert des Jeux dans un autre pays».

Un mouvement pour le boycott des jeux de Berlin va se développer en premier lieu aux États-Unis où une pétition en ce sens rassemble plus de 500 000 signatures, l'opinion publique – à 43 % favorable au boycott – étant heurtée par les discriminations en Allemagne hitlérienne à l'encontre des athlètes non-«aryens», tel le boxeur Erich Seelig, champion mi-lourd et champion poids moyen, déchu de ses titres et qui, menacé de mort, dut s'enfuir en France.

En France, où la FSGT lance en octobre 1935 le mot d'ordre «Pas un sou, pas un homme pour les J.O. de Berlin» (*Sport* du 9 octobre 1935), le débat prendra une dimension politique, notamment quand à la tenue des Jeux à Berlin s'opposera la proposition alternative – que ne retiendra pas le C.I.O. – de les organiser à Barcelone.

De ce fait, il y aura l'organisation se voulant concurrentielle dans la capitale catalane d'une «olympiade populaire».

Arrivé au pouvoir en mai 1936, le gouvernement de «Front populaire» dirigé

⁵ Fondée le 23 juillet 1921 à Moscou, l'IRS liée à l'Internationale communiste (Komintern), a été en concurrence rivale avec l'Internationale sportive de Lucerne (ISL), d'orientation social-démocrate créée en septembre 1920 et qui à partir de 1928 prend le nom d'Internationale Sportive Ouvrière Socialiste (ISOS). L'IRS rassemble en 1931, hors Union soviétique, 272 000 adhérents des organisations sportives ouvrières d'une douzaine de pays, dont l'Allemagne (125 000), la Tchécoslovaquie (88 000), la France (19 000), l'Autriche (10 000), la Suède (8 000) L'IRS, sur décision du présidium du Komintern, procédera à sa dissolution en avril 1937.

COMITÉ D'ACTION CONTRE LE DÉVELOPPEMENT DES JEUX OLYMPIQUES À BERLIN
2, Rue de Courbevoie-Neuilly - Tél. Trudal 42-43

PAS UN ATHLÈTE A BERLIN!

En 1935, le Comité Olympique International confie à la ville de Berlin le devoir d'organiser les Jeux Olympiques 1936.
Nos Lutteurs de Berlin au pouvoir, en 1933, ont empêché le début de la préparation contre les grandes organisations sportives ouvrières juives, catholiques, protestantes et les athlètes non aryens de toutes nationalités originaires de l'étranger.

Aujourd'hui,
Toutes ces associations sont dissoutes.
Elles ont été démantelées, pendant les Jeux Olympiques d'été de Garmisch, dans les pays suivants : Autriche, Espagne, Finlande et Suède. Elles ont été réduites à la racine par persécution pour avoir osé dire que le sport sportif a besoin de paix.
Une loi pénalement punissable a été promulguée, empêchant tout athlète non aryen de participer, sous peine de prison à Berlin.
Nous ne voulons pas qu'un athlète étranger aille en Allemagne, car ce serait :
Offenser l'idée olympique ;
Légitimer les cruautés hitlériennes ;
Permettre par l'appartenance des athlètes étrangers, un nouveau accroissement des armements nazis.

Ne pas aller à Berlin, c'est ouvrir à la fraternité des peuples et des races!

**NE PAS ALLER A BERLIN.
C'EST RENFORCER LA PAIX!**

par Léon Blum ne tranchera pas car, le 9 juillet, la Chambre des députés valida un budget d'un million de francs pour les athlètes partant à Berlin⁶. Et 600 000 francs seront alloués pour ceux se rendant à Barcelone.

À Berlin, pour la période olympique, avec les dizaines de milliers d'étrangers et 2 800 journalistes venant en Allemagne, les dirigeants nazis vont afficher un visage tolérant, veillant à faire disparaître les inscriptions antisémites, ils intégreront même une athlète «demi-juive», la fleuretiste Hélène Mayer, dans leur délégation...

À l'issue des Jeux, le sportif et journaliste français Jacques Godet écrira en août 1936 : «*Nous quittons Berlin et sa pluie de drapeaux, bouleversés et inquiets. On s'est servi du Sport. On ne l'a pas servi*».

Depuis 1931, l'Espagne était devenue une République, dans laquelle aux luttes sociales parfois violentes se sont aussi conjugués des affrontements politiques entre Républicains et Monarchistes, entre conservateurs et progressistes, radicaux, socialistes, communistes, anar-



L'arrivée de la Flamme olympique à Berlin, entre deux haies de Jeunesses hitlériennes en uniforme.

⁶ La droite a voté pour, la gauche, y compris le Parti communiste, s'est abstenue ; seul le radical Pierre Mendès-France a voté contre.

LES OLYMPIADES POPULAIRES...



Départ d'une partie de la Délégation française pour Barcelone depuis la gare d'Austerlitz à Paris.

chistes, ainsi qu'entre l'affirmation d'un État unifié autour de la langue castillane et la prise en compte des identités nationales régionales catalane, basque, galicienne...

Le 16 février 1936, le *Frente Popular* rassemblant les partis de Centre gauche et de Gauche, l'emporte aux élections avec 34,3% des voix qui lui donnent 254 sièges, contre 209 aux formations d'extrême-droite. Le 26 février, la «Généralité de Catalogne», gouvernement autonome plongeant ses racines dans les libertés médiévales à plusieurs reprises établies, supprimées et rétablies, est restaurée ; et le républicain Luis Companys, vétéran du combat identitaire catalan est porté à sa présidence le 26 mars 1936.

«Une grande nouvelle nous parvient, écrit l'hebdomadaire de la FSGT *Sport* du 13 mai 1936, une annonce qui fera plaisir à tous ceux qui croient dans la fraternité humaine et qui espèrent en un monde meilleur...

«Du 22 au 26 juillet, la ville de Barcelone organise, en réplique à ceux de Berlin, les Jeux Olympiques populaires

OLYMPIADES POPULAIRES

Lieu : Barcelone

Dates prévues : 19 au 26 juillet 1936

Inscrits : 4 000 sportifs d'Espagne et 2 000 étrangers, dont 1 200 Français.

Sports programmés : athlétisme, basket, boxe, cyclisme, football, lutte, natation, tennis, rugby, canoé, haltérophilie, tennis de table, pelote basque.

Délégations émanant de 18 États : Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Hongrie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Union Soviétique.

Délégations de 4 nationalités : Catalogne, Pays Basque, Galice, Alsace.

Délégations de territoires coloniaux : Maroc français, Algérie et Maroc espagnol.

Deux délégations juives sont prévues, l'une venant de Palestine, l'autre constituée d'émigrants.

Annulation des Olympiades populaires le 23 juillet 1936, suite au début du soulèvement franquiste.

«Que tous les sportifs français sachent bien que nous ferons tout pour les empêcher d'aller à Berlin, se faire de bon ou mauvais gré les complices des bourreaux nazis».

Les épreuves qualificatives eurent lieu le 4 juillet au Stade Pershing du bois de Vincennes, puis se fit à Garches, le 5 juillet 1936, devant 30 000 personnes, la présentation de la délégation française devant se rendre à Barcelone, en majorité des membres de la FSGT mais aussi de l'UFOLEP, des fédérations de rugby, de lutte, féminine de gymnastique... Elle est ouverte par Georges Maranne, président de la FSGT et du Conseil général de la Seine, des ministres de l'Air, Pierre Cot et de la Jeunesse et des Sports, Léo Lagrange, de Jacques Duclos, secrétaire du PCF, de Jean Zyromski député SFIO, de sportifs de la FSGT, d'André Malraux, président du Comité Thaelmann, du président du Comité des Olympiades populaires de Barcelone. *Sport* organisera un train spécial pour Barcelone partant de Paris le 21 juillet avec retour le 27...

Mais, le 19 juillet au matin, dans une ville où sont déjà arrivés la plus grande partie des sportifs étrangers attendus aux Olympiades, les 5 000 soldats de la garnison militaire de Barcelone, se soulèvent contre la République, ralliant les putschistes qui vont se donner Franco comme chef, ils sont suivis par les autres plus petites garnisons de villes catalanes telles Gérone, Lérida, Tarragone.

L'occupation du centre de Barcelone par les insurgés va être contrée par la mobilisation par le Gouvernement de la Généralité de forces armées alors restées fidèles à la République (*Guardia Civil*, *Asaltos*) que vont appuyer des volontaires civils s'armant, le Gouvernement de la Généralité recevant l'appui des forces syndicales et politiques démocratiques catalanes (libéraux, socialistes, communistes, anarchistes, nationalistes catalans...) qui entament la formation de milices.

Les combats à Barcelone vont durer jusqu'au 21 juillet, s'arrêtant par l'arrestation des dirigeants du soulèvement ; durant lequel les sportifs étrangers sont dans leur grande majorité restés dans leurs hôtels.

C'est dans le contexte de la poursuite des affrontements dans d'autres localités et régions que le 23 juillet, Jaume Miravittes, secrétaire du Comité exécutif des «Olympiades populaires», annonce leur annulation.

Deux paquebots, partis de Marseille, vont être affrétés pour rapatrier vers leurs pays via la France les délégations étrangères. Plus de 200 athlètes choisiront de rester sur le sol espagnol pour participer à la lutte contre le franquisme, en premier lieu dans les Brigades internationales qui vont se former.



Tel Emanuel Mink, footballeur néerlandais du *Yask (Yddisher Arbeter Sport Klub)*, le club sportif ouvrier, et à ce titre inscrit aux épreuves des Olympiades populaires. Il rejoindra le bataillon Thälmann, puis le bataillon «Dombrowski», dont il commandera la compagnie «Botwin». Blessé, rapatrié en France, il sera interné dans les camps de Gurs, Argelès, Saint-Cyprien. Évadé, il sera Résistant FTP-M.O.I. Arrêté le 20 août 1941, interné à Drancy, il sera déporté à Auschwitz, le 27 mars 1942 puis transféré au Stuttof puis à Natzweiler-Struthof, d'où il est libéré en avril 1945 par l'Armée française. Il est décédé le 29 mars 2008 à Paris.



Miliciens Républicains de Barcelone, qui rejoindront près de 200 athlètes étrangers venus pour les Olympiades populaires.

LES JEUX DE BERLIN EN 1936

Ils s'ouvrirent au Stade Olympique de Berlin le 1^{er} août 1936 devant 100 000 spectateurs qui, après avoir assisté à un défilé des Jeunesses hitlériennes, accueillirent Hitler le bras tendu. 3 980 athlètes de 49 pays, dont 201 Français, participèrent aux Jeux de Berlin. 422 Médailles, dont 141 d'Or, furent décernées aux vainqueurs des 129 épreuves de 19 sports. Avec 19 médailles, dont 7 d'Or, la France se situa au 5^e rang.

LE «BATAILLON FOCH»...

L'aspect le plus connu de la participation française au combat à l'Est de l'Europe contre l'Allemagne nazie et ses alliés fascistes est celle de l'Escadrille Normandie-Niémen des Forces françaises libres (FFL), intégrée à l'Armée rouge.

Pourtant, elle ne fut pas la seule. Ainsi, dans les Balkans, des Français combattirent avec les partisans albanais (Voir le *Journal de la Résistance* n° 1252 à 1254), mais il y eut surtout, en Slovaquie, les centaines de Français qui y participeront à la Résistance antifasciste. Ils y formeront le «Bataillon Foch»...



«Pour la gloire des fils de France»

Le 30 septembre 1938, à l'issue d'une conférence réunie à Munich à l'initiative de Mussolini, le Duce fasciste italien, à laquelle participèrent Hitler, führer du Reich nazi, ainsi qu'Edouard Daladier, Président du Conseil français et sir Neville Chamberlain, Premier ministre britannique, mais d'où furent absents les Soviétiques¹ et... des représentants de la Tchécoslovaquie, il fut décidé, «pour sauver la Paix», d'accéder à l'exigence d'Hitler d'annexer les Sudètes, régions germanophones du pourtour de la Tchécoslovaquie ; dont la France et la Grande-Bretagne s'étaient portées garantes des frontières lors de l'accession de ce pays à l'indépendance, proclamée le 29 octobre 1918 suite à la dislocation de l'Empire austro-hongrois...

Cet abandon de la Tchécoslovaquie faisait suite à celui de l'Autriche annexée – ce fut «l'Anschluss» – par Hitler six mois et demi plus tôt, le 12 mars 1938, sans réaction internationale...

Deux abandons qui seront hélas suivis – toujours sans réactions autres que des protestations dont Hitler n'aura cure – par un troisième, majeur, quand le 13 mars 1939 le dictateur nazi obtiendra, sous menace de déclencher la guerre, la dislocation de la Tchécoslovaquie, lui permettant l'annexion *de facto* – baptisée «Protectorat» – des régions tchèques de Bohême-Moravie ; par ailleurs riches en industries d'armement. La note commune anglo-britannique de protestation présentée le 18 mars à Berlin, refusant de reconnaître le démantèlement de la Tchécoslovaquie, sera rejetée...

Certes, le démembrement de la Tchécoslovaquie aura pu se réaliser du fait de la faiblesse des réactions franco-britanniques face à Hitler, mais aussi des manœuvres des nationalistes slovaques et ruthènes qui, dès le lendemain de l'accord de Munich du 30 septembre 1938, ont proclamé le 7 novembre l'autonomie de leurs régions et mis en place

des gouvernements dirigés par le prêtre catholique Josef Tiso en Slovaquie et le prêtre gréco-catholique Avgustin Volosin en Ukraine subcarpathique.

FIN DE LA TCHECOSLOVAQUIE

Dès la proclamation en octobre 1938 de l'autonomie slovaque commença la mise en place dans le pays d'un régime autoritaire, interdisant en premier lieu le Parti communiste tchécoslovaque le 9 octobre, puis contraignant plusieurs partis (Parti populaire, Agrariens, Parti national...) à la fusion au sein du «Parti du peuple slovaque de Hlinka»² (*Hlinkova slovenská ľudová strana* (HSL'S) de Tiso, l'activité de la Social-démocratie étant suspendue le 18 décembre 1939 ; un processus analogue fut imposé au mouvement syndical et à d'autres secteurs associatifs, tel le mouvement sportif et culturel des Sokols...

Parallèlement se développa l'action de la «Garde de Hlinka» (*Hlinkova Garda* - GH), la milice du HSL'S formée en juin 1938, interdite puis, après les accords de Munich imposés à la Tchécoslovaquie, officialisée par un décret du 29 octobre 1938. En uniforme noir, employant le salut nazi, elle devint le seul corps autorisé à donner à ses membres une formation paramilitaire. Ses premières actions furent en novembre 1938, en coopération avec les gendarmes, dirigées contre les Juifs.

Les élections à la Diète autonome slovaque, en place après les accords de Munich, eurent lieu le 18 décembre 1939, avec une liste unique de 63 candidats dont 50 étaient membres du HSL'S... ; deux sièges étant réservés à la minorité allemande, un à la minorité hongroise.

Elue avec... 97,3 % des suffrages, la Diète autonome slovaque tint sa première réunion le 18 janvier 1939.

Pour tenter de contrer l'évolution en cours, le Gouvernement de Prague tenta

de réagir : dans la nuit du 9 au 10 mars 1939, il destitua Jozef Tiso et trois ministres, fit arrêter Vojtech Tuka, Alexander Mach et près de 200 dirigeants du HSL'S et de la GH, l'armée et la gendarmerie tchécoslovaque prenant le contrôle des bâtiments publics, des bureaux de poste et des chemins de fer, et il nomma le 11 mars un nouveau gouvernement slovaque dirigé par Karol Sidor.

C'est en... Allemagne que la crise se dénouera, avec des conséquences tragiques pour les peuples tchèque et slovaque : dans la nuit du 12 au 13 mars, Tiso fut convoqué à Berlin par Hitler, qui lui enjoignit de proclamer l'indépendance de la Slovaquie sous peine, en cas de refus, d'abandonner le pays à l'expansionnisme des Hongrois et des Polonais³, prêts à se le partager... Convoquée à Bratislava le 14 mars au matin, la Diète proclama l'indépendance slovaque.

La veille 13 mars, Volosin avait fait de même pour l'indépendance de l'Ukraine subcarpathique⁴, sollicitant lui aussi le protectorat du Reich.

Le 14 mars, le président tchécoslovaque Emil Hacha fut aussi «invité» à se rendre à Berlin, où il arriva au soir, rencontrant le 15 au matin Hitler, qui lui laissa le «choix» : l'acceptation du «protectorat» du Reich sur les terres tchèques de Bohême-Moravie ou l'invasion militaire par Wehrmacht et la Guerre.

Menacé par Göring du bombardement de Prague par la Luftwaffe, le président Hacha signa l'acte d'acceptation du «protectorat» allemand. Dès le 15 mars, les troupes allemandes franchirent à 6 h du matin la frontière tchécoslovaque, occupant le pays et, à 19h15, Hitler arriva à Prague. Des forces allemandes seront envoyées en Slovaquie occidentale, y prenant le contrôle des frontières.

Ces deux déclarations d'indépendance, slovaque et ruthène, auront fourni à Hitler

¹ Les Soviétiques avaient fait préalablement aux Anglais et aux Français une proposition d'assistance militaire commune à la Tchécoslovaquie, face à Hitler, qui fut ignorée ; la Pologne refusant de plus le passage nécessaire de troupes soviétiques sur son territoire en cas de conflit avec le Reich.

² L'abbé André Hlinka (1864-1938), prêtre catholique slovaque, chef du parti nationaliste slovaque HSL'S,

membre de l'assemblée nationale tchécoslovaque. À son décès le 16 août 1938, son successeur fut un autre prêtre, Jozef Tiso.

³ Une minorité hongroise conséquente est présente dans les territoires du sud slovaque frontaliers de la Hongrie, une minorité polonaise plus faible se situe au nord-ouest de la Slovaquie.

⁴ L'Ukraine Subcarpathique ou Transcarpatique ou Ruthénie, région la plus orientale de la Tchécoslovaquie, est alors en majorité peuplée de Ruthènes, population apparentée aux Ukrainiens. Il y a une minorité notable hongroise au sud, et de petites minorités allemande, juive, tsigane. L'indépendance de l'Ukraine subcarpathique sera éphémère, le pays étant aussitôt envahi et annexé par la Hongrie, Volosin se réfugiant en Roumanie. La région fait aujourd'hui partie de l'Ukraine.

«CE SONT CEUX DU MAQUIS»... EN SLOVAQUIE...

le prétexte pour absorber dans le Reich les régions tchèques de Bohême-Moravie, elles seront aussi le prétexte pour la Hongrie, qui s'était déjà, au lendemain des accords de Munich et suite à l'arbitrage de Vienne du 2 novembre 1938 imposé par Hitler et Mussolini, appropriée 10 390 km² (avec 850 000 habitants) de territoires du sud de la Slovaquie (avec la ville de Komarno) et de l'Ukraine subcarpathique, majoritairement peuplés de Hongrois, pour intégrer en mars 1939 des territoires slovaques supplémentaires et annexer totalement l'Ukraine subcarpathique⁵.

La France et la Grande-Bretagne envoyèrent à Berlin une note commune de protestation contre ce démantèlement de la Tchécoslovaquie, note aussitôt rejetée par le Gouvernement du Reich.

Et, de manière spécifique, l'ambassadeur de France à Berlin, Robert Coulondre, informa le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères Weisacker de la «*protestation formelle élevée par le Gouvernement de la République (...), lequel considère, en effet, qu'il se trouve placé, du fait de l'action dirigée par le gouvernement du Reich contre la Tchécoslovaquie, en face d'une violation flagrante de la lettre et de l'esprit des accords signés à Munich le 29 septembre 1938.*

«*Les circonstances dans lesquelles l'accord du 15 mars a été imposé aux dirigeants de la République Tchécoslovaque, ne sauraient consacrer en droit, aux yeux du Gouvernement de la République, l'état de fait enregistré par cet accord.*

«*L'ambassadeur de France a l'honneur de faire savoir à S. Exc. M. le ministre des Affaires étrangères du Reich que le gouvernement de la République ne peut reconnaître, dans ces conditions, la légitimité de la situation nouvelle créée par l'action du Reich.*»

Les gouvernements britannique et soviétique exprimèrent aussi leur condamnation du démantèlement de la Tchécoslovaquie.

LA REPUBLIQUE SLOVAQUE

À son établissement, le nouvel Etat slovaque va tenter d'obtenir une reconnaissance internationale. Ainsi, le nouveau ministère slovaque des Affaires étrangères contactera dès le 16 mars 1939 à Paris le Quai d'Orsay, qui ne répondit pas à la sollicitation.

Posé comme un «fait accompli», l'indépendance slovaque va cependant être reconnue par le Saint-Siège, la Pologne, la Hongrie, l'Allemagne, l'Italie, la

Suisse, le Libéria, l'Équateur, le Costa Rica, le Japon, la Mandchourie, la Yougoslavie ; une dizaine d'autres Etats feront de même. La Grande-Bretagne reconnaîtra de facto la Slovaquie le 4 mai 1939 ; au lendemain de la défaite de la Pologne, l'Union soviétique fera de même. Au total, une trentaine de pays reconnaîtront la Slovaquie.

Le 14 juillet 1939, le gouvernement français renomma son consul de France à Bratislava, Marc Milon de Peillon (à ce poste depuis 1935), qui présenta le 4 août ses lettres de créance au ministre slovaque des Affaires étrangères, Ferdinand Durcansky. Mais, la Guerre éclatant le 1^{er} septembre 1939, le gouvernement français révoqua son consul à Bratislava ; lequel ferma le consulat, y faisant poser des scellés avant de regagner la France via la Hongrie. Les locaux consulaires furent remis le 18 septembre au Chargé d'affaires espagnol. Ce qui mit un terme aux relations diplomatiques de facto entre la France et la Slovaquie.

La représentation des intérêts français en Slovaquie (biens, nationaux...) sera donc confiée à l'Espagne... franquiste, et celle des intérêts slovaques en France à l'Italie... fasciste⁶.

La défaite française de juin 1940, conduisant au remplacement le 10 juillet du gouvernement de la République française par celui de l'Etat français pétainiste qui va se vassaliser au Reich, va relancer – via les contacts entre les ambassadeurs slovaque et français à Moscou – les demandes slovaques d'établissement des relations diplomatiques. L'attaque nazie contre l'URSS le 21 juin 1941, avec la participation de la Slovaquie à l'agression, mettra un terme à ces échanges.

D'autres eurent lieu sans aboutir dans divers pays européens (Hongrie, Suisse...) en 1942 en 1943 entre diplomates représentant l'Etat français et la Slovaquie, qui tous deux étaient tenus d'agir en fonction des intérêts... du Reich.

Dès le 18 mars 1939, avait été signé à Munich entre l'Etat slovaque et l'Allemagne un «Traité de protection» subordonnant la politique slovaque à son «protecteur», dans les domaines économique, diplomatique et militaire, légalisant de plus une présence militaire allemande permanente dans l'Ouest du pays, entre la vallée du Vah et la frontière du «Protectorat» de Bohême-Moravie.

La Seconde Guerre mondiale commença le 1^{er} septembre 1939 avec l'attaque nazie contre la Pologne, à laquelle la Slovaquie – qui lors de pourparlers secrets avec le Reich en juillet précédent lui avait donné son accord – va se joindre. Le nouvel Etat slovaque créa – «en étroite

concertation avec les forces armées allemandes», selon les termes de l'article 3 du «Traité de protection», une nouvelle armée de plus de 50 000 hommes, structurée en 3 divisions et placée sous la direction du ministre de la Défense Catlos, qui va avoir à pallier le départ de l'encadrement d'officiers en majorité tchèques, avec l'assistance d'une Mission militaire allemande.

Ce 1^{er} septembre 1939, la 1^{re} division d'infanterie slovaque pénétra aussi en Pologne à 5h du matin, combattant les 4 et 5 septembre l'armée polonaise et occupant notamment la ville de Zakopane, deux ou trois escadrilles slovaques étant employées à des missions de bombardement et d'appui aux troupes allemandes. Les pertes slovaques, à l'issue de la campagne militaire fin septembre, furent de 37 morts, 14 blessés et 11 disparus.

Le 24 novembre 1940, alors que l'Allemagne, depuis son attaque de la Pologne le 1^{er} septembre 1939, et qu'elle a envahi au printemps 1940 les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique le Danemark, la Norvège, la France, et qu'elle est toujours en Guerre avec la Grande-Bretagne, la Slovaquie adhère au «Pacte Tripartite», pacte militaire signé le 27 septembre précédent à Berlin entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, renforçant ainsi ses liens avec les dictatures fascistes.

Un an plus tard, le 25 novembre 1941, elle va s'associer au «Pacte anti-Komintern» signé le 25 novembre 1936 entre l'Allemagne nazie et le Japon militarofasciste et dirigé contre l'Union soviétique, pacte qu'ont rejoint en 1939 l'Italie mussolinienne et l'Espagne franquiste.

Entretemps, l'Allemagne nazie aura le 21 juin 1941 attaqué l'U.R.S.S. : ce fut l'«Opération Barbarossa», à laquelle l'Armée slovaque prit aussi part avec un corps de 10 000 hommes, envoyé sur le front soviétique en août. En septembre 1941, il arrivera à Kiev, capitale de l'Ukraine, et au printemps suivant, il sera engagé dans le Caucase avant de rejoindre Stalingrad, où il sera anéanti fin 1942. Par la suite et jusqu'aux derniers mois de la guerre, quelques unités slovaques restées fidèles au régime Tiso combattront encore aux côtés des Allemands en retraite en Roumanie, Hongrie et Italie, utilisées essentiellement dans la lutte contre les Partisans.

REGIME CLERICALO-FASCISTE

Le régime mis en place dans ses prémices à partir de l'autonomie acquise en octobre 1938, et formalisé dans ses développements à partir de la déclaration d'indépendance de mars 1939, connu dans l'historiographie contemporaine comme étant la «1^{re} République slo-

⁵ De son côté, la Pologne, au lendemain des Accords de Munich avait le 1^{er} décembre 1938 elle aussi annexé une petite portion de territoire tchécoslovaque contigu à la frontière tchèque, dans l'ancienne «Silésie de Teschen (en allemand)», austro-hongroise jusqu'en 1918. Après la Seconde Guerre mondiale, la frontière initiale établie en 1920, partageant la région entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, sera rétablie, la rivière Olza séparant aujourd'hui deux villes jumelles, la «Cieszyn» polonaise et la «eský T. šin» tchèque.

⁶ En 1939, il y a de recensés 96 Français adultes et 15 enfants résidant en Slovaquie, et plusieurs milliers de Slovaques résidant en France.

...«CE SONT CEUX DU MAQUIS»... EN SLOVAQUIE

vaque», est un Etat clérical-fasciste et corporatiste, dans lequel son dirigeant, Jozef Tiso, se fait appeler «*Vodca*» (Chef), l'équivalent slovaque de «*Führer*».

Seul est autorisé le Parti de Tiso, le «*Parti du peuple slovaque de Hlinka*» (*Hlinkova slovenská Ľudová strana* (HSL'S) ; à l'exception du *Deutsche Partei*, parti unique de la minorité allemande dirigé par Franz Karmasin, «*SS-Hauptsturmführer*», «*Volkgruppenführer*» des Allemands de Slovaquie et secrétaire d'Etat au sein du Gouvernement slovaque, au sein duquel il est «*l'œil de Berlin*»⁷, et d'une petite formation ethnique hongroise.

La Constitution slovaque fut adoptée par la Diète le 21 juillet 1939. Elle inscrit dans son texte le rôle des corporations, des affirmations de caractère démocratique y sont subordonnées à de futurs décrets-lois d'application, et affirma le rôle prééminent du Président. Dans le débat préparatoire au texte intervint, de manière discrète mais efficace, l'Église catholique, qui approuva la mise en place d'un régime autoritaire reconnaissant sa place éminente dans la société.

L'alignement de la politique du régime slovaque sur celle de l'Allemagne nazie sera patent dans le domaine de la politique à l'égard des 89 000 Juifs slovaques.

Dès la proclamation de l'indépendance slovaque, 12 300 Juifs possédant une entreprise sont expropriés, les fonctionnaires juifs révoqués, les avoirs bancaires des Juifs sont spoliés, le nombre des médecins juifs est limité à 4 %, 443 avocats sont privés de leur droit d'exercer, l'emploi de notaire est interdit aux Juifs, de même que la détention de machines à écrire, d'appareils photo, d'automobile, etc.

Un «*Code juif*» s'inspirant des lois antisémites nazies de Nuremberg est promulgué le 9 septembre 1941 : les Juifs doivent porter un brassard jaune, sont exclus de l'enseignement secondaire et supérieur, les mariages mixtes entre Juifs et non-Juifs sont interdits, les interdits professionnels généralisés. Des camps de travail forcé pour les Juifs chassés de leurs emplois et fonctions seront mis en place à l'automne 1941, 15 000 Juifs seront expulsés de Bratislava en octobre 1941. Et, en mars 1942 commencera la déportation de 70 000 Juifs slovaques vers les camps de la mort nazis. 65 000 n'en reviendront jamais.

SOULEVEMENT NATIONAL SLOVAQUE (SNP)

Sur le plan intérieur, une fois dépassé un initial effet d'aubaine – limité par les

exigences de qualification requise –, consécutif au départ forcé des Tchèques vers le «*Protectorat*», et aux mesures discriminatoires à l'encontre des Juifs, ayant permis à des milliers de chômeurs d'occuper les emplois ainsi rendus libres, le poids de l'engagement militaire slovaque au côté de la Wehrmacht dans la guerre contre l'Union soviétique va peser sur l'économie du pays, par ailleurs soumis aux exigences allemandes de subordination de son industrie aux besoins militaires du Reich, telle la manufacture d'armes Škoda de Dubnica selon les dispositions mêmes du «*Traité de protection*» de 1939.

La dégradation de la situation économique et sociale liée au coût de la Guerre à l'Est, les pertes humaines qu'elle entraîne, l'hostilité de certains secteurs de l'Église à l'égard de la politique de persécution des Juifs, la suppression des libertés publiques, la répression de toutes manifestations critiques du Gouvernement par l'USB, la «*Sécurité centrale de l'état*» et la *Garde Hlinka*, la présence militaire pesante du «*Protecteur*» allemand vont susciter et cristalliser des oppositions dans la société, mais aussi jusque dans les structures civiles et militaires de l'État slovaque.

Au départ entravés par la reconnaissance de l'Etat slovaque par l'URSS, leur entrée en guerre avec le Reich en juin 1941 va faciliter les efforts de la direction clandestine du Parti communiste slovaque⁸ (KSS) pour nouer des liens avec d'autres courants d'opposition.

En novembre 1941, la direction clandestine du KSS décida de constituer des «*équipes de combat de Janosik*» et, au printemps 1942, les communistes créent le «*Comité central national-révolutionnaire*» et incitent à créer des «*Comités nationaux*» (*Narodny Vïbor*) pour en faire des organes de combat pour la libération.

Après plusieurs échecs, un mouvement de partisans commença à s'organiser dans diverses régions montagneuses des Tatras, notamment centrales du pays. À Noël 1943, est créé le «*Conseil National Slovaque*», sous la présidence du communiste Laco Novomesky⁹, puis du communiste Karol Šmidke et du démocrate-libéral Vavro Šrobar, rassemblant aux côtés des communistes plusieurs groupes de Résistance (agrarier, socialistes, indépendants, militaires de l'Armée slovaque), avec pour but de préparer un soulèvement. Des «*groupes de combats de Janosik*» sont formés en 1942 et 1943, ils seront la cible de la répression.

En 1944, si la plupart de ces groupes n'existent plus du fait de cette répression subie, trois unités de partisans avaient commencé à être formées fin 1943 : le groupe de Miloš Uher en Slovaquie occidentale, de Viliam Zingor



Slovaquie de 1939 à 1945. En orange : la zone du «Soulèvement National Slovaque» (SNP) ; en vert les portions de territoire slovaque annexées par en 1939 et 1940 par la Hongrie ; en grisé, une zone de stationnement permanent de troupes allemandes. Les flèches sont les axes de pénétration des troupes nazies envoyées contre les insurgés slovaques.

dans la région de Martin, celui de Ludovít Kukorelli à l'Est. Des groupes qui s'étofferont début 1944 jusqu'à former des Brigades partisans.

Cela induira la décision le 28 août du Haut commandement allemand d'envoyer, avec l'accord de Tiso, des troupes allemandes en Slovaquie, pour contrôler le pays, alors que le Front se rapproche avec les avancées de l'Armée rouge en Ukraine. L'ordre donné le 9 août à l'Armée slovaque d'agir contre les partisans, puis la déclaration de la Loi martiale le 12 août, assortie de la peine de mort n'empêcheront pas les actions des partisans.

Des partisans qui vont recevoir fin juillet et début août le renfort de groupes de Résistants formés et entraînés en Union soviétique : 53 groupes – plus d'un millier d'hommes – furent parachutés notamment dans les Basses Tatras. Le 12 août, le groupe dirigé par le Soviétique Piotr Alexeïevitch Velicko organise une brigade de Résistants dans la région montagneuse de Strecno.

Important va être le positionnement de l'Armée slovaque, traumatisée par la



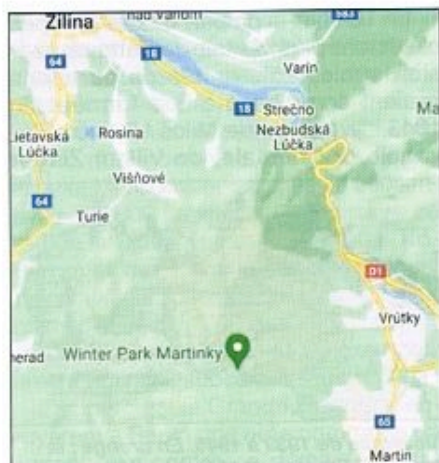
Le général Golan, le général Viest

⁷ Réfugié en 1945 en Autriche, condamné à mort par contumace en Tchécoslovaquie en 1947, il s'installera ensuite en Allemagne de l'Ouest, y militera dans une organisation d'extrême-droite, et sera de 1960 à 1965 «*agent de liaison spécial*» du BND, le Service fédéral de renseignement de l'Allemagne de l'Ouest (R.F.A.). Décédé en 1970.

⁸ Le Parti communiste tchécoslovaque (KSC) ayant été interdit en 1938 tant dans les régions tchèques qu'en Slovaquie, ses dirigeants se réfugièrent dans la clandestinité, à Paris, Londres et Moscou. En mai 1939, après la proclamation de l'indépendance de l'Etat slovaque, il fut décidé la formation du Parti communiste slovaque (KSS) ; le KSC et KSS maintinrent des relations étroites.

⁹ Laco Novomesky : né en 1904, poète et écrivain, rédacteur en chef du journal communiste slovaque Pravda, ancien des Brigades Internationales. Après-guerre, il fut arrêté en 1954 pour «*nationalisme bourgeois*» et condamné en 1954 à 10 ans de prison, réhabilité en 1963. Victime d'un AVC en 1970, il décéda en 1976.

«CE SONT CEUX DU MAQUIS»... EN SLOVAQUIE...



La zone des combats initiaux du «Bataillon Foch»

guerre menée sur le front Est aux côtés des Allemands, avec les exactions contre les civils afférentes. Participant au «Conseil national Slovaque» clandestin, le lieutenant-colonel Jan Golian, chef d'état-major de l'Armée slovaque, constitue en Slovaquie centrale et orientale des stocks de nourriture, de munitions, d'argent.

Le «Soulèvement National Slovaque» (*Slovenské Narodné Povstanie*) éclata le 29 août 1944 à 20 heures, sur ordre du général Golian, à Banská Bystrica, ville principale de la Slovaquie centrale. Le 30 août 1944, la radio «Slovaquie libre» appelle à la Résistance contre les renforts Allemands qui pénètrent dans le pays.

L'armée slovaque va se diviser : près de 9 000 officiers et soldats resteront loyaux à l'État slovaque et participeront sous commandement allemand à la lutte contre l'insurrection. 20 000 hommes, stationnés en Slovaquie orientale, y seront sans combat désarmés et internés par les Allemands, et 30 000 hommes se regroupent dans le territoire insurgé, avec à leurs côtés près de 15 000 Partisans ; tels des combattants de 24 nationalités... dont des Français qui vont se regrouper dans la zone centrale ayant pour capitale Banská Bystrica.

Golian, qui restera son adjoint, sera remplacé à sa demande à la tête des forces insurgées par le général Rudolf Viest, antifasciste membre de l'organisation de Résistance *Obrana Naroda* («Défense de la Nation»), vice-ministre de la Défense du Gouvernement tchécoslovaque en exil à Londres, qui rentre d'exil dans la nuit du au 7 octobre 1944 et est nommé membre du «Conseil National Slovaque».

Dès le 29 août, les troupes allemandes – 47 000 hommes – attaquent le territoire insurgé : depuis la Pologne vers Kezmarok, la 20^e division SS vers Trnava, la 108^e division, de Kosice vers Spiska Nova Ves, et la 19^e division de *Gebirgsjäger SS*, de la Moravie vers Zilina dans la vallée de la Vah, à l'ouest.

Commandée par le général Berger, cette 19^e division SS cherche à remonter le Vah pour atteindre Banská Bystrica, capitale de la zone libérée, et va se heurter du 31 août au 3 septembre 1944 dans le défilé de Strečno aux partisans : 57... Français, regroupés autour du lieutenant de Lannurien.

LE «BATAILLON FOCH»

Le commandant des partisans français, Georges Barazer de Lannurien, avait été fait prisonnier de guerre en France le 12 juin 1940, et s'était évadé en compagnie d'un de ses amis, le lieutenant Michel Bourel de la Roncière, le 6 juillet 1942 de l'Oflag de Weidenau en Silésie, proche de la frontière de l'État slovaque ; qu'ils franchirent clandestinement le 12 juillet.

Interpellés par la gendarmerie slovaque, assignés à résidence à Trnava, ils vont projeter, en traversant la Hongrie et via la Roumanie, de rejoindre les forces alliées par la mer Noire. Ayant réussi le 27 novembre 1942 à passer la frontière hungaro-slovaque avec l'aide de Résistants slovaques, ils se feront arrêter à la mi-décembre près de la frontière roumaine, et interner à partir de décembre 1942, comme la plupart des 890 autres évadés français, les «*francia menekültek*», dont le nombre s'élèvera jusqu'à 1200...

État au régime fasciste sous la direction de l'amiral Horthy, allié de l'Allemagne, ayant adhéré en février 1939 au Pacte anti-komintern, participé en septembre 1939 à l'agression nazie contre la Pologne, adhéré le 20 novembre 1940 au Pacte Tripartite (Allemagne, Japon, Italie...), la Hongrie a certes participé début avril 1941, conjointement à l'Italie, la Roumanie et la Bulgarie à l'agression nazie contre la Yougoslavie puis, *in fine*, à l'«Opération Barbarossa» contre l'Union soviétique en juin 1941.

Mais, la Hongrie n'a jamais été en état de Guerre avec la France ; et les relations diplomatiques ont été maintenues : il y a une Légation de Hongrie à Paris transférée à Vichy à l'été 1940, et une légation de France à Budapest pendant pratiquement toute la guerre, jusqu'à l'évacuation de la fin 1944 liée aux opérations militaires.

Ce qui fait que les militaires français évadés des stalags et oflags allemands d'Autriche, Allemagne et de Silésie qui, via la Slovaquie comme de Lannurien, ou directement, ont pu se réfugier en Hongrie, ne sont pas livrés aux Allemands mais ont un statut de «belligérants internés».

Le premier évadé français, arrivé en Hongrie le 31 août 1940, fut Jules Belamonte, il fut suivi par bien d'autres...

Plusieurs centaines d'entre eux seront regroupés jusqu'à l'automne 1944 à Balatonboglar, station balnéaire sur les rives du lac Balaton, dans deux hôtels,

le «Savoy», le «Nemzeti» et plusieurs villas, certains vont travailler, comme enseignants, artistes, cadres...



Partisans français à Martin en Slovaquie

Il y eut même, le 14 juillet 1943, une prise d'armes avec défilé militaire français devant les couleurs françaises hissées, en présence d'une unité militaire et d'autorités hongroises, du nonce apostolique, Mgr Rotta, et de l'attaché militaire de la Légation de France, le lieutenant-colonel André Hallier.

Diplomate de carrière, le comte Robert de Dampierre est, depuis la mi-août 1940, à la tête de la Légation de France à Budapest. Il va démissionner en novembre 1942, après l'invasion de la Zone sud par les Allemands, écrivant alors au ministre des Affaires étrangères de l'«État français» à Vichy : «*Je suis incapable depuis le 11 novembre d'expliquer une politique que je ne puis en conscience ni comprendre ni expliquer*¹⁰».

Le comte de Dampierre va appuyer l'attaché militaire André Hallier, nommé à Budapest début 1942, dans la mise en place au sein de la Légation, avec l'accord du ministre hongrois de la Défense, d'un bureau spécial composé de militaires évadés, et chargé des évadés français ; bureau dont, à partir du 25 mai 1943, le lieutenant de Lannurien aura la direction, en même temps, qu'il sera le quasi commandant du «camp» de Balatonboglar.

Après un intérim assuré comme «Chargé d'affaires» par un diplomate de carrière grand mutilé de guerre, Christian de Charmasse, le gouvernement pétainiste dirigé par Pierre Laval nomme en juillet 1943, comme remplaçant du comte de Dampierre à la Légation de France à Budapest Jules Brévié, un administrateur colonial, ancien secrétaire d'État aux colonies de l'administration pétainiste du 18 avril 1942 au 21 mars 1943. Il restera officiellement en poste jusqu'à la fermeture de la Légation le 5 décembre 1944 ; de fait, il était alors depuis mai 1944 en congé en France, l'intérim étant à nouveau assuré par Christian de Charmasse.

L'INVASION DE LA HONGRIE

À l'issue de la bataille de Stalingrad le 2 février 1943, lors de laquelle les forces

¹⁰ Resté à titre privé en Hongrie, il sera recherché par les fascistes hongrois et la Gestapo après l'invasion de la Hongrie par les Allemands le 19 mars 1944

...«CE SONT CEUX DU MAQUIS»... EN SLOVAQUIE

hongroises alliées à la Wehrmacht avaient perdu 47 000 tués, blessés, ainsi que 27 000 prisonniers, et après le développement de la contre-offensive soviétique durant l'année 1943 qui, après avoir libéré l'Ukraine, a atteint au printemps 1944 les frontières de la Pologne et de la Roumanie, laquelle a entamé au Caire des négociations avec les Alliés, l'Amiral Horthy, chef de l'État hongrois, donne aussi son aval à des contacts secrets avec ces mêmes Alliés, dans une perspective de sortie du conflit.

Les services secrets allemands, avec lesquels sont liés les néonazis hongrois, vont informer Hitler du danger pour le Reich, et le Führer va «inviter» Horthy à se rendre le 15 mars 1944 près de Salzbourg en Autriche.

À l'issue de cette rencontre, durant laquelle les troupes allemandes entrent en Hongrie le 19 mars, Horthy, menacé d'une quasi-annexion au Reich, doit le 22 mars nommer premier ministre l'ambassadeur de Hongrie à Berlin Döme Sztójay, qui accentue la répression antisémite : du 28 avril au 8 juillet, près de 440 000 Juifs hongrois sont déportés à Auschwitz...

En août 1944, un coup d'État permettra à un proche de l'amiral Horthy, Géza Lakatos, d'accéder au pouvoir, de stopper la Déportation des Juifs et de renouer les contacts avec les Alliés.

Dès le lendemain du 19 mars, Georges Barazer de Lannurien, avec Michel Bourel de la Roncière, l'appui et le concours d'André Hallier, l'attaché militaire, et de Jean-Sylvestre Nugues-Bourchat, le Consul de France, vont doter de faux papiers les Français en ayant besoin, et mettre au point, en liaison avec la Résistance slovaque, une filière d'exfiltration de militaires français évadés vers la Slovaquie, où la situation a évolué dans le sens de l'approfondissement de l'hostilité aux Allemands, y compris dans les milieux militaires slovaques. Le passage de la frontière a lieu de nuit.

Les premiers évadés arrivent le 9 août dans la région de Tura en Slovaquie. Un détachement français de 7 hommes, dont de Lannurien, arrivera le 14 août dans la vallée slovaque de Kantor : il va former la «**Compagnie de Lannurien**», qui sera rattachée à la *Brigade Stefanik* des Partisans slovaques, formée deux jours plus tôt avec 340 combattants, sous le commandement du colonel de l'Armée rouge Velicko. Cette compagnie de Lannurien va regrouper 99 hommes le 28 août, 145 le 2 septembre... Ils seront 197 Français fin octobre 1944 ! Entretiens, ils auront eu à combattre...

LE SOULEVEMENT NATIONAL SLOVAQUE

Le «Soulèvement National Slovaque» (*Slovenské Narodné Povstanie*) éclata le



Georges Barazer de Lannurien

29 août 1944 à Banska Bystrica, ville principale de la Slovaquie centrale. Le 30 août 1944, la radio «Slovaquie libre» diffusa l'appel du Conseil national slovaque à la Résistance contre les renforts Allemands, qui pénètrent dans le pays nord-ouest de la Slovaquie, et qui par la vallée du Vah et les gorges de Strecno tentent de se diriger vers Banska-Bystrica.

Dès le 28 août, les volontaires français occupent la gare de Vrutyky, important nœud ferroviaire, ils feront plusieurs prisonniers allemands, le 29 août dans la petite cité de Varin voisine, ils apportent leur appui à des partisans slovaques aux prises avec l'ennemi et le 31 août, à Strecno, les volontaires français détruisent un char Tigre allemand et immobilisent un second, mais l'unité devra reculer. Le 2 septembre, ils repousseront des Allemands infiltrés vers Strecno mais le lieutenant Tomasi sera tué.

La compagnie est ensuite envoyée le 6 septembre à l'attaque de Priekopa avec un bataillon soviétique et une compagnie slovaque, les Allemands sont repoussés mais les Français ont 12 blessés et 4 morts.

Les Français, qui deviennent la «**Légion des Combattants**» (*Francuzka Legia Bojnikov*), sont envoyés au repos à Sliac et se réorganisent, recevant le renfort de 80 jeunes Français des Chantiers de jeunesse envoyés au S.T.O. échappés de l'usine de munitions de Skoda de Dubnica et de celle d'armement de Porazka-Bistrica, avec 3 officiers dont le capitaine Forestier. Elle intégrera aussi des Slovaques ayant travaillé en France et contraints au retour en Slovaquie par le gouvernement de Vichy. De Lannurien est nommé capitaine par de Gaulle, l'unité étant enregistrée à la «France libre» sous l'appellation de «Groupe des combattants français en Slovaquie»

Le 21 septembre, elle est envoyée avec la *Brigade Stefanik* vers Martin puis Banska Bystrica, soixante combattants slovaques, commandés par un ancien de la légion Tchécoslovaque en France, lui sont adjoints ; et elle prend le nom de qu'elle gardera pour l'Histoire : «**Bataillon Foch**», de 2 à 8 sections, dont une slovaque, les sections françaises formant la «*compagnie Leclerc*»...

Le bataillon va combattre à nouveau au bourg de Janova Lota le 24 septembre puis, avec à son côté le bataillon soviétique de la *Brigade Stefanik*, le lendemain 25 septembre, perdant ce jour 2 tués et 5 blessés. Le 26 septembre, en ligne de défense autour de Svaty Kriz, les Français sont attaqués par les Allemands et n'échappent que de justesse à l'encerclement. Le 28 septembre, la *Brigade Stefanik* est retirée du Front.



Bataillon Foch

Les derniers combats du «Soulèvement National Slovaque» auxquels les Français vont prendre part se dérouleront du 10 au 19 octobre au sud de Banska Bystrica, dans la zone de Krupina, déjà patrouillée par des forces allemandes. Le bataillon, au repos à Senohrad, sera attaqué par des blindés allemands et dispersé avec de lourdes pertes.

LA FIN DU SNP

Le 25 octobre 1944, l'Armée slovaque insurgée est enfoncée par les Allemands, Banska Bystrica, la capitale de l'Insurrection, est prise le 27 octobre.

Dans la nuit du 27 au 28 octobre 1944, les généraux Viest et Golian donnent l'ordre à l'Armée insurgée de se disperser, de passer à la guérilla, de tenter de rejoindre l'Armée soviétique qui s'approche. Le 3 novembre 1944, Golian et Viest sont capturés par les Allemands à Pohronský Bukovec. Transférés à Vienne le 10 novembre sur ordre d'Himmler, ils seront assassinés en 1945 dans le camp de concentration de Flossenbourg.

La *Brigade Stefanik*, regroupée dans la partie nord de la Slovaquie, va disperser ses sections : avec 60 hommes, de Lannurien s'installe dans une vallée où, le 1^{er} novembre, le rejoignent d'autres sections, sauf celle du lieutenant Jean Gessely, puis les sections russe et slovaque, avec le commandant de la Brigade, le colonel Velicko.

«CE SONT CEUX DU MAQUIS»... EN SLOVAQUIE...

Celui-ci, projetant de rejoindre l'Armée rouge qui s'approche, décide de gagner les Hautes-Tatras en traversant le Vah, et fait faire mouvement, à une heure d'intervalle, à ses compagnies : la russe puis la slovaque passent avec difficulté, mais quand la française, avec à sa tête de Lannurien, se prépare au passage, elle se heurte à des forces allemandes supérieures.

De Lannurien décide alors de gagner les montagnes au sud du Vah, y occupant quelques granges, descendant au village proche pour le ravitaillement. Alors que les hommes valides sont à la construction d'un nouveau camp et que seuls les malades, blessés et l'infirmière sont restés dans les granges, celles-ci sont attaquées par les Allemands, qui les incendient et font prisonniers 16 partisans, l'infirmière et l'interprète.

De Lannurien, confronté aux problèmes d'approvisionnement qui s'aggravent, au froid et à la neige, et sous la menace d'une attaque allemande, va prendre la décision de diviser les 80 Partisans français de la troupe en 8 détachements d'une dizaine d'hommes chacun devant tenter leur chance séparément, vers Kosice à l'Est. Les premiers départs ont lieu le 16 novembre.

Le Groupe de de Lannurien (12 hommes) atteindra le 4 décembre un refuge forestier de la région de Detvianka-Huta, non loin de Banska-Bystrica. C'est-là que, par la radio, ils apprennent que, par le décret 264 du général de Gaulle en date du 9 décembre 1944, le «Groupe des Partisans Français en Slovaquie, magnifique unité...», est cité à l'ordre du jour de l'Armée, avec attribution de la Croix de Guerre avec Palme.

Le 1^{er} février 1945, les Partisans français entrent en contact avec une compagnie de soldats soviétiques. L'Armée rouge avait libéré le 19 janvier Kosice dans l'Est du Pays, elle va libérer Banska Bystrica et Komarno le 25 mars, et le 4 avril la capitale Bratislava, d'où se sont enfuis Tiso et les collaborateurs slovaques.

Des Français seront rapatriés depuis Budapest par des avions américains, les Soviétiques aideront au retour des Partisans français par bateau depuis Odessa.

Outre leur participation à la *Brigade Stefanik*, avec le «Bataillon Foch», ou à la *Brigade Janosik*, des Français ont aussi participé à d'autres combats, à d'autres groupements partisans, tels en décembre 1944 René Grom et Julius Kasser, qui intègrent le «Groupement J. Miculik», ou René Veimann qui rejoint en janvier 1945 le «groupement L.P. Sykora», tous deux subordonnés à la brigade de partisans de la Région de Nitra, ville du sud-ouest.

Le 16 janvier 1945, 8 Français intègrent la compagnie de diversion de l'unité partisane «V. Lichner», 7 autres rejoignent le «Groupement Matej

Hruska» de la 2^e brigade tchécoslovaque de Partisans, d'autres encore vont dans les groupements *Smrt fašismu* («Mort au fascisme»), *Za slobodu Slovanov* («Pour la liberté des Slaves»), *Vitazstvo* («Victoire»), *Zarubeznij, Pugacov...*



La citation à l'ordre de l'Armée signée du général de Gaulle

En février 1945, commandés par Pierre Bernot, 160 Français de l'usine d'armement de Dubnica nad Váho, appartenant à Škoda Plzeň sous contrôle allemand désertent dans la nuit du 5 au 6 février 1945 ; 110 rejoignent dans la région de Trencin la *Brigade Jan Žižka*, à l'effectif qui atteindra 1 600 hommes, Slovaques, Russes, Tchèques, Ukrainiens, Polonais... et Français, qui formeront au sein du 10^e bataillon d'élite de la Brigade une compagnie autonome, laquelle prêterait serment le 8 février 1945. 55 autres Français rejoindront le 9^e bataillon. Les deux bataillons prendront part, de février à avril 1945, aux combats contre des unités allemandes, dans le secteur montagneux de *Velká Fatra* («Grandes Fatras»), dans les Carpates occidentales, ainsi que dans les secteurs de Závada (région de Nitra), d'Uhrovec (Région de Trencin).

Au total, 460 Français ont combattu en Slovaquie, dont 203 au sein du «Bataillon Foch», 107 reposent en terre slovaque.

EN HONGRIE

Le 15 octobre, le régent Miklos Horthy, après que l'Armée rouge a franchi en septembre la frontière orientale de la Hongrie, déclare à la radio qu'il a demandé l'armistice et donne l'ordre de cesser le combat. Aussitôt, Hitler fait prendre à la Wehrmacht le contrôle des points stratégiques du Pays et enlever le fils de Horthy, qui est contraint le 16 octobre d'annuler sa demande d'armistice, et de nommer premier ministre Ferenc Szálasi, le chef du parti nazi hongrois des «Croix fléchées», qui immédiatement relance les massacres anti-sémites et les déportations.

Le 16 octobre Horthy est forcé par les Allemands à quitter le pouvoir. Szálasi,

qui lui succède le 4 novembre en tant que «chef de la nation hongroise» (*Nemzetvezet*), restera à la tête du Gouvernement collaborateur hongrois. Lequel se repliera à Kőszeg près de la frontière autrichienne ayant quitté le 11 décembre 1944 Budapest, investie par les Soviétiques, qui occuperont totalement la ville le 13 février 1945.

À partir du 15 mars 1944, l'invasion de la Hongrie par l'Armée allemande avait créé pour les évadés français une situation difficile, qui se dégradera encore après l'arrivée au pouvoir de Szálasi et des «Croix fléchées» le 15 octobre 1944.

Dès leur prise de contrôle de fait du pays le 19 mars 1944, même si son indépendance formelle avait été maintenue, les Allemands avaient cherché – sans succès – à arrêter le Comte de Dampierre, même s'il n'était plus ambassadeur en titre, André Hallier – dont les Allemands n'avaient cessé de demander la révocation de son poste d'attaché militaire pour «activité hostile à l'Allemagne» – avait dû s'enfuir, perdant son immunité diplomatique, et passer à la clandestinité avec l'aide de Hongrois antifascistes.

Le Consulat, sous la direction de Sylvestre Nugues-Bourchat, accélère durant la période la fabrication des faux papiers, fournissant des passeports civils à des militaires français voire belges évadés qui vont chercher à quitter la Hongrie vers le sud mais aussi vers le nord, la Slovaquie ; ainsi qu'à des déserteurs alsaciens de la Wehrmacht, qui se réfugient dans les établissements des Frères maristes...

L'action d'un faux «déserteur» alsacien, en fait un provocateur accueilli sans méfiance par les Frères maristes, va, le 19 décembre 1944, conduire à l'intervention des SS et des fascistes hongrois dans les locaux du Collège Champagnat et d'autres bâtiments appartenant aux Maristes.

Le lendemain, la Légation française, puis le consulat, où le consul Nugues-Bourchat est le seul diplomate français resté en poste à Budapest, sont aussi envahis et pillés. Arrêté malgré son statut diplomatique, le consul Nugues-Bourchat restera incarcéré jusqu'à la prise de Budapest par l'Armée rouge le 12 février 1945. Les SS ont arrêté lors de ces opérations près de 40 militaires et 14 civils français, dont le supérieur des Maristes, Albert Pflieger, ainsi que plus d'une centaine de Hongrois leur étant liés.

¹¹ Une partie des déserteurs alsaciens, ainsi que des Juifs pourchassés trouveront refuge au collège français Champagnat, tenu par les Frères maristes ayant à leur tête le frère Albert Pflieger.

¹² Le chargé d'affaires Christian de Charmasse et les autres fonctionnaires de la Légation et du consulat ont été évacués début décembre avec le gouvernement hongrois à l'ouest du pays près de la frontière autrichienne. Certains ont aussi trouvé refuge chez des amis hongrois.

ELISABETH BLAHO

La Partisane française

En mars 1943, Eduard Blaho, un émigré originaire de Ružomberok, petite ville slovaque de la région de Zilina, à 30 km à l'est de Martin, résidant depuis l'avant-guerre en France où il a travaillé comme fondeur, notamment dans la région de Saint-Nazaire, doit, conséquence des mauvaises relations entre Vichy et Bratislava, qui n'ont pas concrétisé de relations diplomatiques entre elles, quitter la France et rentrer en Slovaquie.

Il est accompagné de son épouse française – Marie-Antoinette, ayant avec elle une petite fille, Elisabeth («Lisette») née d'un premier mariage – rencontrée en 1926 et avec laquelle il s'était marié en 1928, de leurs deux enfants, Marcel, né en 1928, et André, né en 1936 ; ainsi que de Madeleine Petit, née en 1921, nièce de Marie-Antoinette, habitant en Belgique, Résistante, arrêtée par les Allemands, et qui, évadée à la faveur d'un bombardement allié, réussira à gagner la France, y rejoignant sa tante. Pour des raisons de sécurité, elle adoptera aussi le nom de Blaho.

La famille Blaho, à son arrivée en Slovaquie, transitera un temps par Trencin, ville du nord-ouest de la Slovaquie à 20 km de la frontière avec le «Protectorat» allemand de Bohême-Moravie, avant de se fixer à Ružomberok, située au pied du massif des Tatras sur la rivière Vah, à 63 km de la capitale régionale Zilina et à 264 km au nord de la capitale slovaque Bratislava, dans une zone où se forment au début 1944 de premiers groupes de partisans.

Lorsqu'éclate le soulèvement national slovaque le 29 août 1944, Marie-Antoinette, Madeleine Petit et «Lisette» Blaho vont rejoindre la Brigade de partisans *Janošik*, commandée par Ernest Bielik, qui participe à l'insurrection.

Eduard Blaho et son frère Jan rejoindront les détachements partisans «*Staline*» et «*Kap. Nalepku*» ; le jeune



Elisabeth «Lisette» Blaho, (en slovaque *Aižbeta Blahova*), héroïne et martyre de la Résistance slovaque¹³

Marcel participera aussi à lutte de Résistance.

Marie-Antoinette et Madeleine Petit seront intégrées au 4^e groupement de la *Brigade Janošik*, commandé du 5 septembre 1944 au 4 janvier 1945 par le lieutenant Jan Murin, que Madeleine épousera, devenant ainsi Magdalena («*Magda*») Murinova. Ayant participé à des combats près de Martin, elle sera infirmière de la Brigade du 29 août 1944 au 10 février 1945.

«Lisette», *Aižbeta* pour les Slovaques, va être opératrice radio d'un groupe de reconnaissance du 3^e groupement partisan *D. Voznuk*, qui combat alors dans la région de Horehronie, dans les districts de Banská Bystrica et Brezno.

Selon certaines sources, Lisette aurait été tuée en novembre ou décembre 1944 lors d'une attaque allemande contre une maison où elle était réfugiée dans la vallée de Zúbra, selon d'autres, elle aurait été arrêtée le 5 décembre par la Gestapo, emmenée à Brezno, et exécutée le 12 décembre avec 30 autres personnes à Krtina près de cette ville, où est sa sépulture.

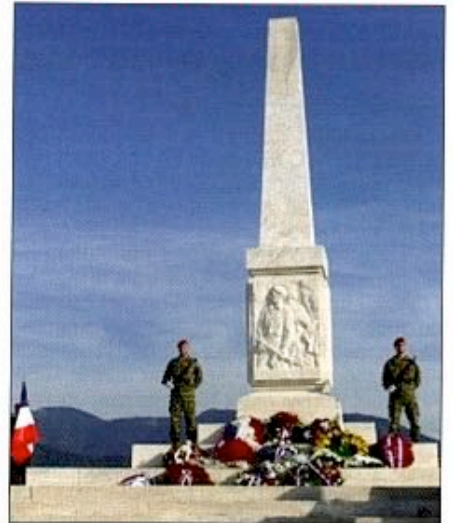
Le 22 août 2022, l'«Union slovaque des combattants antifascistes» lui a décerné à titre posthume la Médaille «Milan Ratislav Stefanik I classe».



Madeleine Petit / Magda Murinova, avec Ernest Bielik le 14 juillet 1964 à Zvolen, pour le 20^e anniversaire du SNP.

¹³ Informations recueillies à Banská Bystrica le 30 août 1969 par Jacques Vainn auprès de Madeleine Petit (Magda Murinova), en marge de la cérémonie réunissant à Strecno, pour le 25^e anniversaire du SNP, devant le monument aux Français, le général français Georges Barazer de Lannurien, ancien dirigeant des Partisans français lors du S.N.P., accompagné d'une petite délégation française, le général Ludvík Svoboda, Président de la République tchécoslovaque, Alexander Dubček, Président de l'Assemblée fédérale tchécoslovaque, Oldřich Černík, Premier ministre fédéral, et Gustáv Husák, Premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque.

LE MEMORIAL DE STRECNO



Le «Mémorial aux combattants français» tombés lors du SNP a été Inauguré sur la colline Zvonica au dessus de la rivière Vah, près du village de Strecno le 29 août 1956, date anniversaire du début du soulèvement patriotique le 29 août 1944.

Le Monument, de 8 m de haut, inscrit depuis 1963 au patrimoine culturel slovaque, rénové en 1988, abrite dans la crypte sous son assise les restes de 24 Partisans français tombés pour la libération de la Slovaquie, et porte une plaque avec les noms de 58 partisans français tombés durant le SNP. Il a été cofinancé par le Souvenir français, l'AMICALE-Association Française des volontaires combattants en Slovaquie, et le budget de Strecno.

Il porte l'inscription suivante :

QUE S'EPANOUISSE LA FRATERNITE
NEE DES FLAMMES DE L'INSURRECTION
QUE LES FLEURS DES CHAMPS
ORNENT LES TOMBES DES BRAVES A
LA GLOIRE ETERNELLE DES FILS DE
FRANCE PORTES PAR LA MARSEILLAISE
A DES EXPLOITS HEROIQUES ET
TOMBES EN VAINQUEURS DANS LA
LUTTE COMMUNE POUR NOTRE
BONHEUR ET CELUI DE L'HUMANITE

Chaque année, le 29 août, une cérémonie d'hommage rassemble au Mémorial de Strecno représentants officiels français, de l'ambassade à Bratislava ou venus de France, tchèques et slovaques, des vétérans du SNP, des membres de leurs familles et d'Associations mémorielles.

Existe en France dans les Vosges, au col du Donon, inauguré en 1960 par Raymond Triboulet, ministre des Anciens combattants, un mémorial rendant hommage aux passeurs qui aidèrent les prisonniers évadés fuyant le Reich nazi et les territoires qu'il contrôlait. En mémoire du Bataillon Foch, un coffret contenant de la terre de Strecno a été scellé à sa base. Le 8 juin 2024 s'y est déroulée une cérémonie officielle franco-slovaque.

À Paris, depuis 1994, Place Stefanik dans le 16^e arrondissement, une plaque rend hommage aux combattants français de la «Brigade Stefanik».

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération, celui d'Ami(e)s de la Résistance qui consacrèrent leurs efforts à faire vivre la mémoire et les valeurs de la Résistance. La Direction Nationale de l'Association et son Journal adressent aux familles des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Jean ROL-TANGUY (Paris)

Brutalement disparu le 7 juin 2024 des suites d'un AVC à l'âge de 80 ans, Jean Rol-Tanguy, fils d'Henri et Cécile Rol-Tanguy, naquit pendant la clandestinité, à Antony le 13 novembre 1943. Jean devint en 1967 journaliste et fut correspondant permanent de «l'Humanité» en R.D.A. À son retour en France, il fut rédacteur à la «Voix de l'Est» puis au quotidien «l'Yonne républicaine» au milieu des années 70, rédacteur en chef du mensuel «Tourisme et Travail» jusqu'en février 1984. Adhèrent du Syndicat National des Journalistes-CGT, il en fut membre du Comité national et du Bureau national, et fut élu à la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP). Il fut élu en 1973 Président de la Commission des salaires de l'Union Nationale des Syndicats de Journalistes (UNSJ). Au milieu des années 80, il sera journaliste à «Auto-Moto» et animera sur la station autoroutière «Radio-Trafic FM» l'émission «Essais croisés». Il fut employé aussi dans de grandes entreprises industrielles automobiles, devenant «Directeur des relations extérieures et de la communication» de Fiat-auto-France, «chef du département Presse» chez Mercedes-Benz-France, consultant pour Renault. «À la retraite», il gardera des activités de «free-lance». En 1946, le Comité Parisien de Libération (CPL), qui avec le CNR joua un rôle majeur dans la direction de l'Insurrection de Paris menée par les FFI sous le commandement d'Henri Rol-Tanguy, se transforma en Association de Mémoire présidée par André Tollet. Ce combat mémoriel du CPL s'est perpétué jusqu'à nos jours, et depuis 2019 sous la présidence de Jean Rol-Tanguy, membre de l'ANACR et dont l'investissement personnel, en fidélité à la mémoire de celui de ses parents, permit d'en assurer la présence de manière renforcée dans toutes les initiatives, notamment du 80^e anniversaire de la Libération.

Joséfa LEON-GONZALES (Pyrénées-Orientales)

Joséfa, dite «Pépita», décédée le 6 avril 2024 à Bages (66), naquit le 21 février 1937 en Espagne à Casas de Benitez, province de Cuenca (communauté autonome de Castilla-La Mancha), fille aînée de José León Muñoz et de Josefa González Diaz. En 1938, l'avancée des troupes rebelles poussa son père à rejoindre la Catalogne avec sa femme enceinte et Pépita. La famille habitera à Figueras chez des Catalans, et Pépita baignera un an dans ce mélange culturel hispano-catalan. Son grand-père paternel, Antonio León Graciano, et Lazaro León Muñoz, son fils, seront arrêtés et assassinés dès octobre 1936 et Pedro Gonzalez-Mora, son grand-père maternel, mourra sous la torture dans l'Espagne franquiste en février 1943, à Séville. Le 6 février 39, Pépita et ses parents, son père est blessé, passent la frontière au Perthus et sont immédiatement mis dans un train au Boulou vers Limoges. Le 1^{er} octobre 1940, José León Muñoz est arrêté pour avoir organisé une grève, et est le 17 novembre interné au Vernet d'Ariège ; Joséfa et ses deux filles déménagent à Bonnac (09), commune limitrophe du Vernet. Le 30 novembre 1943, José quittera le camp du Vernet pour rejoindre celui de Noé, centre de triage pour fournir la

main-d'œuvre aux Allemands (STO ou organisation Todt), notamment pour la construction du Mur de l'Atlantique. Il parviendra à s'évader du train, dans le Pas-de-Calais, semble-t-il, et tentera de retourner en Ariège, où habite sa famille, Pépita recevra de son père une carte postale de Paris datée du 24 février 1944. Dès son retour en Ariège, il rejoindra la 3^e brigade de Guerilleros, de la 1^{re} armée de Guerilleros espagnols, dont Josefa est devenue agent de liaison. Pépita ne reverra son père qu'en 1946, elle épousera en 1962 Jean Estelella-Garcin, résistant lui-même. Ils auront deux enfants : Paloma née en 1962 et Roberto né en 1964. En 1985 Jean et Pépita deviendront Français. Jean décédera en 1988. Pépita adhéra dès 1968 à l'ANACR et à la FNDIRP, en 1970, elle rejoindra l'Amicale du Camp du Vernet, dont elle est vice-présidente depuis 2006, elle participe aux activités de l'«Association des Amis des Combattants en Espagne Républicaine» (ACER) depuis 1976. Peu après, elle peut enfin honorer ses parents, l'Amicale des Guerilleros FFI étant enfin légalisée. En 1998, elle vient habiter à Bages (66). Au titre des Guerilleros, elle entre à l'ONAC 66, au Comité d'entente départemental ainsi qu'au Centre de Mémoire ; elle en est aussi porte-drapeau depuis 2006. Elle intervient au Mémorial de Rivesaltes, dès l'inauguration de ce camp. Elle fut élue membre du Conseil national de l'ANACR en 2017 au congrès de Dax, elle en était membre honoraire depuis 2022.

Pierre LAURIER (Charente)

Vice-président de l'ANACR-Charente, Pierre Laurier, disparu centenaire le 16 janvier 2024, était né le 9 août 1923 à la Couronne (17), ville où il passa son enfance. Adolescent, il y trouva un emploi d'ouvrier en mécanique. L'occupation de la France en 1940, les installations industrielles de la Couronne réquisitionnées pour l'effort de guerre allemand, les difficultés de ravitaillement, l'obligation de loger des réfugiés dans l'appartement familial, la suppression des libertés, même les plus élémentaires comme celle de circuler ou de se réunir, rendent vite la situation insupportable. Grâce à ses copains du foot, Pierre Laurier est mis en contact avec la Résistance : au cours de l'été 1944, il rejoint un petit groupe de réfractaires recrutés dans la région d'Angoulême, qui s'est constitué fin juin en forêt d'Horte. Le groupe rejoint le bois de Piégut, tenu par la Brigade Rac, puis Puycharnaud où est stationnée la «Section spéciale de sabotage» de Jacques Nancy. Pierre Laurier appartient au «Groupe autonome de sabotage», dirigé par René Bernard, alias Lévêque, et participe à des missions nocturnes de récupération d'armes, de munitions, d'explosifs reçus de parachutages, puis à des opérations de sabotage. La résistance armée veut paralyser les axes de communication et en particulier compromettre le repli des troupes allemandes du Sud-ouest. Le soir de son anniversaire (le 9 août), Pierre et ses camarades font sauter le câble souterrain de liaison direct Paris-Bordeaux entre La Couronne. Quelques jours plus tard, ils renouvellent l'opération à La Touche d'Anais. Avec la «Section spéciale de sabotage» et la Brigade RAC, ils participent à l'investissement d'Angoulême Pierre Laurier et son groupe attaquent le 25 août une unité allemande cantonnée au car-

refour du bois de la Garenne à Magnac. Dans l'après-midi du 31 août, les FFI entrent dans les faubourgs d'Angoulême. Les hommes de RAC et les FTP entrent dans la ville vers 20 h 30. Le soir, après la mise en place d'un cessez-le-feu, la 4^e compagnie de RAC et le «Groupe autonome de sabotage» vont à la préfecture de Charente installer Joseph Garnier, qui devient officiellement à compter du 1^{er} septembre, «chargé des fonctions préfectorales». Pierre Laurier signe un engagement pour la durée de la guerre dans l'armée française reconstituée et est envoyé sur le front de La Rochelle, où il reste jusqu'à la fin de la guerre. Promu au grade de sergent, il reçoit une formation de moniteur d'éducation physique au GREPS de Poitiers, et est ensuite affecté à Compiègne à l'instruction des jeunes recrues ; il est démobilisé en janvier 1946. Chevalier de la Légion d'honneur, il était Croix de guerre, titulaire de la médaille commémorative de la guerre 1939-1945 et du T.R.N.

Robert VALÉRY (Corrèze)

Né le 16 octobre 1922 à Saint-Pardoux-l'Ortigier, Robert Valéry nous a quittés le 9 juin 2024. En 1942, à 20 ans, il est envoyé aux Chantiers de Jeunesse, aux conditions de vie très dures. Lors d'une permission, en janvier 1943, il refusa de repartir puis en février il ne répondit pas à l'enrôlement pour le service du travail obligatoire. Devenant ainsi réfractaire et hors-la-loi, il dut se cacher de la gendarmerie de l'administration pétainiste Vichy. Il connut alors avec quelques camarades de Saint-Pardoux une période d'errance compliquée, avant de rejoindre, au début de l'été 1943, le camp de maquis de Moulzat sur la commune de Chanteix (camp du sous-secteur B de la 235^e compagnie FTP, sous les ordres du capitaine Fernand Taurisson, alias Jérôme). Connaissant bien les fermes des alentours, il s'occupa du ravitaillement. Il participa aussi à des opérations tactiques ou à leur soutien contre les troupes allemandes le long de la vallée de la Vézère et de la Corrèze, sur les routes nationales ou départementales et les voies ferrées du sud du département. Et il participa, avec ses camarades du sous-secteur B, à la libération de Brive (sous les ordres de Michel Baluze, alias Mam-mouth) puis à celle de Tulle. Une fois la Corrèze libérée, il signa un engagement pour la durée de la guerre et fut incorporé au 126^e régiment d'infanterie, reconstitué à Brive. Il participa ainsi au sein de la Première armée française à la Libération de l'Alsace et à l'occupation de l'Allemagne en Forêt Noire. Il fut démobilisé en novembre 1945 et put enfin regagner sa famille. À l'occasion de son centième anniversaire, Robert Valéry, ancien résistant et maquisard, avait reçu la médaille de la ville par le maire Jean-Louis Lascaux en présence des Comités ANACR de Brive et de Saint-Mexant.

Le Comité ANACR de Corrèze, ses comités locaux de Chamboulive et Treignac, ont aussi déploré la disparition le 30 mai 2024, dans sa 92^e année, de Michel AGNOUX, qui fut instituteur à Chamboulive, professeur au collège de Seilhac. Militant associatif, syndical, politique, humaniste engagé pour la Paix, historien du territoire, il fit vivre auprès de tous, et en particulier des élèves des écoles, la mémoire de l'action de la Résistance et l'actualité de ses valeurs.

Passionné d'histoire locale et en particulier par le maquis, membre d'une association de reconstitution historique (Mémoires du Forez), qui a pour but de faire revivre l'histoire de l'Armée Secrète de la Loire, je recherche des renseignements sur un maquisard nommé Henri Jouffre, né le 12.02 ou le 12.07.1912 à Firminy (42).

Il a été l'organisateur du RNPG secteur Ondaine, créateur des maquis de La Valette et de Saint-Romain-Lachalm, commandant de la "Compagnie Charles de Gaulle". Il est à l'origine de la création du groupe de maquisards à Saint-Romain Lachalm, village où j'habite. Malheureusement, la mémoire de ces hommes est complètement oubliée, Henri Jouffre a été président départemental de l'Anacr-Loire, et membre du Conseil national de l'ANACR. J'aimerais faire revivre son histoire, celle de ces hommes qui ont pris le maquis dans mon village, et cela par une exposition, par une cérémonie..., en lien avec la Mairie. Mais la faiblesse, le manque de sources est une difficulté pour connaître vraiment son histoire. J'espère que l'on pourra m'aider dans ma recherche. D'avance, merci

Contacteur Mathis Fayolle
43620 - SAINT-ROMAIN-LACHALM
Tél : 07 89 23 87 90
E-mail : mathisfayolle43@gmail.com

Je suis arrière-petit-fils de Raoul Couderc, Résistant éminent du Lot qui a été honoré de la Légion d'honneur pour ses actions courageuses durant la Résistance. Mon arrière-grand-père a été membre de l'ANACR jusqu'à son décès et a toujours été très attaché aux valeurs qu'elle défend et à la mémoire des Anciens combattants.

Je suis actuellement en train de constituer un dossier pour proposer à la mairie de Cahors de nommer une rue en son nom, afin de rendre hommage à son engagement et à son sacrifice pour notre pays. Je suis convaincu qu'un tel acte serait un hommage mérité et une manière de perpétuer son souvenir et son dévouement à la cause de la liberté.

Pour renforcer mon dossier, je serais extrêmement reconnaissant à tous ceux qui, connaissant bien son histoire et son engagement, peuvent attester de la légitimité de cette demande, leur témoignage apporterait un poids considérable à ma requête.

Merci par avance pour l'attention portée à ma demande et pour tout soutien précieux à cette démarche.

Contacteur Clément COUDERC
100 avenue du Général de Gaulle
92270-LA GARENNE-COLOMBES
Tél : 06 47 04 67 65
E-mail : couderclement12@gmail.com

Le lieu : un moulin dans le sud de l'Alsace, dont les origines remontent à Louis XIV, à une vingtaine de kilomètres de la Suisse, dans ma famille depuis le 19^e siècle.

L'histoire : pendant l'Occupation, un petit bataillon de la Wehrmacht était en garnison à Dannemarie, ville à 3 kilomètres du moulin. La Wehrmacht venait quotidiennement se ravitailler au Moulin.

Un jour, le valet de ferme interpelle mon grand-père, "Bernard (mon grand-père portait le même prénom que moi), j'ai entendu des voix dans la grange!". Et mon grand-père de lui répondre,

sèchement "tu n'as rien entendu !". En fait, durant cette période sombre, mon grand-père hébergait, la journée, des Résistants et des Juifs. Ces personnes se reposaient et reprenaient des forces pour, la nuit venue, rejoindre la Suisse à pied.

Sur ce lieu chargé d'histoire pèse une menace de destruction, au moins partielle, du fait de promoteurs...

Mon objectif est de réhabiliter ce Moulin, d'en faire un lieu de rencontres, d'échanges et d'expositions, et c'est pourquoi, tout soutien à ce projet serait particulièrement précieux.

Merci pour l'intérêt qui sera porté à ma demande.

Contacteur Bernard G. TSCHIRHART
2, rue du Moulin. 68210-GOMMERSDORF
Tél : 0619443234
E-mail : bernard.tschirhart@bf-protect.com

Je recherche des informations sur mon grand-père, Louis Philippe Henri DOLLA, né à Draguignan le 6 août 1923. Il a fait partie de la Résistance varoise.

Malheureusement, je ne connais pas son nom de Résistant. Il me semble qu'il avait rejoint un groupe à Comps. Il a participé activement à l'arrestation des miliciens Massiac et Viard. Qui serait en mesure de me dire quel était son nom de Résistance ? Merci d'avance pour l'attention portée à ma demande et pour tout renseignement fourni.

Contacteur Marie-Pierre FOESSEL
8, chemin Camille-Gas
06730- SAINT-ANDRE-DE-LA-ROCHE
Tél : 0642422928
E-mail : mariepierfoessel@gmail.com

URGENT

Depuis la mi-mars 2020, la pandémie de Covid-19 a bouleversé notre vie familiale, notre vie professionnelle, notre vie sociale. Elle a hélas entraîné la disparition de parents, d'amis, de collègues de travail, elle a conduit à la prise de mesures sanitaires restrictives qui ont affecté pendant cette longue période notre vie personnelle et collective.

Cela a retardé la collecte des cotisations annuelles, et leur transmission avec les abonnements au *Journal de la Résistance* – à la Direction nationale de l'ANACR, ce qui a ajouté aux **difficultés financières grandissantes inhérentes aux conséquences de l'évolution démographique négative de nos effectifs – notamment Résistant(e)s – 80 ans après la Libération.**

Nous rappelons qu'un don substantiel à la trésorerie nationale – **en particulier de la part des comités départementaux ayant des réserves conséquentes** – serait aussi une aide plus que bienvenue, car **l'ANACR nationale ne reçoit aucune subvention.**

C'est pourquoi **est extrêmement précieuse l'aide apportée, en participant à la souscription nationale, par plusieurs comités locaux et départementaux de l'ANACR.** Nous remercions chaleureusement ceux qui ont déjà fait ce geste à la mesure de leurs possibilités, ainsi que les Ami(e)s qui l'ont fait à titre personnel.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Comité départemental de l'Aisne : 100 € ; Comité départemental des Alpes-de-Haute Provence : 500 € + 500 € ; Comité régional d'Alsace : 100 € + 200 € ; Comité départemental de l'Ardèche : 1 000 € ; Comité départemental de l'Ariège : 200 € + 431 €, Olivier Nadouze (Ariège) : 200 € ; Anonyme (Ariège) : 100 € ; Comité départemental de l'Aube : 130 € + 3 000 € ; Comité départemental de l'Aude : 200 € ; J. Misguich (13) : 500 € + 500 € ; Comité départemental des Bouches-du-Rhône) : 500 € ; Rémy Perrot (Cher) : 30 € ; Comité Local de Saint-Maixent (Corrèze) : 80 € ; Comité départemental de Corse-du-Sud (A) : 150 € + 150 € + 200 € + 150 € ; Comité départemental de Haute-Corse : 500 € ; Comité départemental des Côtes-d'Armor : 1 000 € et + 3 500 € ; Comité départemental de la Creuse : 50 € + 100 € ; Comité local de Fursac (Creuse) : 50 € ; Comité local de Montignac (Dordogne) : 200 € ; Anonyme : 100 (Dordogne) ; Dominique Eyraud-Boucharel 107 € (Dordogne) ; Annie Pez (Drôme) : 150 € ; Anonyme (Drôme) : 500 € ; Comité départemental du Finistère : 300 € ; Comité local de Barjac (Gard) : 500 € ; Comité départemental de Haute-Garonne : 500 € ; Comité départemental du Gers : 300 € ; Serge Michaud (Gironde) : 300 € ; Comité départemental de l'Indre : 50 € + 50 € + 200 € ; Comité de Neuvy-Saint-Sépulcre (Indre) : 200 € ; Georges Lasserre (Indre) : 30 € ; Comité départemental de l'Indre-et-Loire : 100 € ; Comité départemental de l'Isère : 200 € + 150 € ; Comité départemental des Landes : 400 € ; Comité départemental du Loir-et-Cher : 500 € + 500 € ; Jacques Chantre (Lot-et-Garonne) : 100 € ; Comité départemental de Lozère : 200 € ; Marianne Pernet (51) : 60 € ; Marie-Claude Boussard (Nièvre) : 80 € + 100 € ; Francis Chevalier (Nord) : 70 € ; Comité départemental de l'Oise : 500 € ; Comité départemental du Pas-de-Calais : 200 € + 100 € ; Jean Guillardon (63) : 85 € ; Comité départemental des Hautes-Pyrénées : 1 000 € + 500 € + 1 000 € ; Comité ANACR du Conflent (66) : 100 € ; Comité départemental de Haute-Saône : 150 € ; Comité départemental de Savoie : 500 € ; Georges Federmann (67) : 50 € ; Comité départemental de Haute-Savoie : 1 000 € ; Albert Goldstein (Paris) : 50 € ; Janine Mottet (Seine-Maritime) : 100 € ; Charles Schmidt (77) : 85 € ; ANACR-Yvelines : 800 € ; Comité du Tarn : 300 € ; Jean Michel (83) : 500 € ; Comité départemental du Vaucluse : 200 € ; Comité local de Pernes-les-Fontaines (84) : 200 € ; Comité local de Bollène (84) : 200 € ; Comité local de Vairéas (84) : 250 € ; Comité départemental de Haute-Vienne : 200 € ; Anne-Marie Montaudon (Haute-Vienne) : 200 € + 70 € ; Comité local de Châteauneuf-la-Forêt : 150 € ; Comité local de Couzeix-Chapdelat (87) : 100 € ; J.V. (Essonne) : 150 € ; Comité départemental des Hauts-de-Seine : 100 € + 30 € ; Jean-Pierre Figuières (92) : 30 € ; Jean-Paul Marie : 200 € + 200 (93) ; Comité départemental ANACR du Val-de-Marne : 1 500 € + 1 000 € ; Libération Nationale PTT : 200 € + 300 € et 300 €. **Total : 30 868 €.**

AVEC TOUS TES FRÈRES ÉTRANGERS

De la MOE aux FTP-MOI
de Dimitri Manessis et Jean Vigreux

Les deux auteurs, docteurs en histoire, spécialistes des travaux dans le cadre de l'Université de Bourgogne sur le mouvement communiste dans l'entre-deux guerres, ont publié ensemble en février 2022 un ouvrage consacré à «Rino Della Negra, footballeur et partisan», l'un des FTP-MOI du Groupe Manouchian, fusillé au Mont-Valérien avec Missak le 21 février 1944.

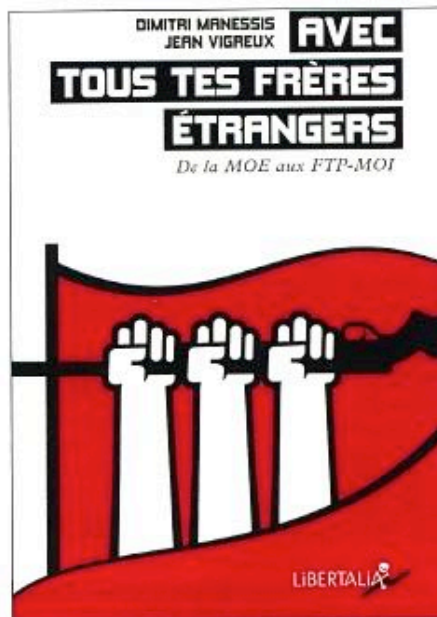
Rino Della Negra a toute sa place, avec ses camarades de l'«Affiche rouge», dans le livre en format de Poche que Dimitri Manessis et Jean Vigreux viennent de publier début 2024 aux Editions Libertalia, consacré aux FTP-MOI, en s'attachant à retracer l'histoire depuis le début des années vingt des structures organisationnelles qui permirent à des dizaines de milliers d'immigrés de s'intégrer au mouvement ouvrier français, de participer à ses luttes sociales et politiques, de s'associer, jusqu'à en devenir une composante importante à son combat patriotique contre l'occupant nazi.

Les deux auteurs ont fait appel aux fonds d'archives conservés aux Archives nationales, au Service Historique de la Défense (SHD), à l'ONACVIG (Caen), aux Archives de la Préfecture de Paris, à celles départementales de Seine-Saint-Denis (Fonds du Pcf), du Musée de la Résistance Nationale (MRN), de l'Histoire Vivante, à Montreuil ; ainsi qu'à Moscou au RGASPI («Archives d'Etat russes de l'Histoire sociale et politique»), où sont conservées les Archives du Komintern et les dossiers des partis nationaux affiliés. À ces sources est associée une liste de plusieurs dizaines de revues spécialisées et ouvrages consultés.

La France au début des années vingt, au sortir de la signée de masse de la Guerre est, rappellent d'emblée les auteurs « une terre d'immigration » : les immigrés, travailleurs, réfugiés politiques, seront 3 millions recensés en 1931, 7% de la population..., Italiens, Polonais, Espagnols, Belges... Le génocide arménien a conduit jusqu'en France quelques milliers de réfugiés, les dictatures fascistes qui s'établissent en Europe centrale, orientale et balkaniques, souvent associées à l'antisémitisme, conduiront en France des Baltes, des Hongrois, des Roumains, des Grecs... Et quand Mussolini renforce la répression fasciste en Italie, quand Hitler prend le pouvoir en Allemagne, annexe l'Autriche, quand Franco se soulève contre le Frente popular...

Dès novembre 1923, à son congrès de Bourges, la Confédération Générale Unitaire (CGTU), scission en 1921 de la CGT, rassemblant notamment des syndicalistes communistes, anarchistes, crée un «Bureau de la Main-d'œuvre Etrangère», la M.O.E. est née, avec à sa tête un mineur polonais naturalisé, Thomas Oltzanski, appuyé par un secrétaire de la CGTU, Julien Racamond.

La M.O.E. - qui deviendra en 1933 la «Main-d'œuvre Immigrée», la M.O.I. - va se préoccuper des conditions de vie et de travail des immigrés, les organiser pour faire valoir leurs droits, notamment en matière salariale, pour les protéger face à l'arbitraire administratif et policier, les



insérer dans le combat politique. Cette organisation se concrétisera par la formation de «Groupes de langue» (Italien, allemand, espagnol, polonais, hongrois, arménien, yiddish...), la publication d'une presse en langues...

Pour ce faire, la CGTU - qui se réunifiera avec la CGT en 1936 - va nouer des rapports étroits avec, dans le domaine de la solidarité, le Secours Rouge International et, sur le plan politique avec le Parti communiste, qui tous deux ont des «Groupes de langue». Dont le fonctionnement et les rapports sont minutieusement décrits par les auteurs.

Lesquels consacrent 80 pages aux étrangers dans le combat de la Résistance, au combat des FTP-M.O.I. Depuis la dissolution de la M.O.I. en septembre 1939 et sa reconstitution clandestine à l'été 1940 sous la direction d'Arthur London, Louis Gronovski, Jacques Kaminski, Marino Mazetti, Edouard Kowalski, Adam Raiski, jusqu'à la Libération. Sont ainsi retracées dans le détail les étapes de la formation, de l'organisation et de l'action des FTP-MOI, évoqués le Travail Allemand, les Groupes «Manouchian» à Paris, «Carmagnole» et «Liberté» à Lyon et Grenoble, «Marat» à Marseille, le bataillon «Marcel-Langer» à Toulouse...

Un livre essentiel pour la connaissance des FTP-MOI.

«AVEC TOUS TES FRÈRES ÉTRANGERS. DE LA MOE AUX FTP-MOI», de Dimitri Manessis et Jean Vigreux, 268 pages format Poche, avec index biographique. Editions Libertalia, 12 rue Marcelin-Berthelot, 93100-Montreuil. Dépôt légal 1er trimestre 2024. Prix : 10 €.

PLAQUE-SOUVENIR

rappelle l'appartenance à la Résistance et à l'ANACR
Contacter STRATI - LUX, Gilles OPIZI
11, lotissement Pré Colin, Chalet le Boréon 01460-PORT
Tél : 06 08 99 46 60 ou 04 74 76 14 77 (de 12 à 14 h)
E-mail : contact@stratilux.fr - site : http://www.stratilux.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n°s par an, 15 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 €
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS

80^E ANNIVERSAIRE DU CNR



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€

Par 50 : 2,5€ l'exemplaire

Par 100 : 2€ l'exemplaire

à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél. : 01 44 64 90 06 - LCL : 5236 S

e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France 15 €
Etranger 17 €
Abonnement de soutien 30 €
Le numéro 4 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prrière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE D'ABORD

Le gérant : Charles SANCET

Commission paritaire des Publications

et Agences de Presse - N° 0521A06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60